

2° un quatrième alinéa est ajouté, comme suit :

« A partir du 1^{er} octobre 2022, il est interdit dans les zones-CIEM VII, VIII que les captures d'églefin, réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 50 kg, multipliée par le nombre de jour de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2022.

Bruxelles, 1^{er} octobre 2022.

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/205791]

25. AUGUSTUS 2022 — Erlass der Regierung zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19) — Erratum

Die deutsche Überschrift des vorgenannten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. August 2022, Seite 65584, veröffentlicht worden ist, ist wie folgt zu ersetzen:

“25. AUGUST 2022 — Erlass der Regierung zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19)”

Im deutschen Text des vorgenannten Erlasses, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. August 2022, ist auf Seite 65586 vor der Unterschriftenzeile die Wortfolge “25. August 2008” durch die Wortfolge “25. August 2022” zu ersetzen.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2022/205791]

25 AOUT 2022. — Arrêté du Gouvernement fixant des mesures visant à prévenir la propagation du coronavirus (COVID-19). — Erratum

L'intitulé du texte allemand de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 31 août 2022, page 65584, doit être remplacé comme suit :

« 25. AUGUST 2022 — Erlass der Regierung zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19) »

Dans le texte allemand de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 31 août 2022, il convient de remplacer à la page 65586, avant la ligne de signature, les mots « 25. August 2008 » par les mots « 25. August 2022 ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2022/205791]

25 AUGUSTUS 2022. — Besluit van de Regering tot vaststelling van maatregelen ter voorkoming van de verspreiding van het coronavirus (COVID-19). — Erratum

Het opschrift van de Duitse vertaling van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2022, blz. 65584, dient te worden vervangen door de volgende tekst :

“25. AUGUST 2022 — Erlass der Regierung zur Festlegung von Maßnahmen zur Vorbeugung der Ausbreitung des Coronavirus (COVID-19)”

In de Duitse tekst van het bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 augustus 2022, moet op pagina 65586, vóór het ondertekeningsformulier, de woorden “25. August 2008” door de woorden “25. August 2022” worden verwangen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33687]

8 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'accompagnement des véhicules exceptionnels

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, les articles 8, 14 à 18, 24 à 34, 36 à 43, 44, § 1^{er}, 9^o, et 59, alinéa 1^{er} ;

Vu le rapport du 8 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 janvier 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 septembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 13 mai 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'administration : la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière et du Contrôle routier du Département de la Réglementation et de la Régulation des Transports du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ;

2° le Ministre : le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions ;

3° le décret du 4 avril 2019 : le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

4° l'entreprise d'accompagnement : toute entreprise agréée par l'administration qui a pour objet d'accompagner le transport exceptionnel afin d'assurer la sécurité de la circulation et faciliter le passage de ces derniers ;

5° l'accompagnateur : le conducteur ou le passager d'un véhicule accompagnateur visé à l'article 2, 7°, du décret du 4 avril 2019 ;

6° l'agent qualifié : l'agent qualifié visé à l'article 14 du décret du 4 avril 2019 ;

7° le jour ouvrable : un jour de la semaine en dehors du samedi et du dimanche ou d'un jour férié légal.

CHAPITRE 2. — Conditions relatives à l'accompagnateur et à l'entreprise d'accompagnement du transport exceptionnel

Section 1^{re}. — L'accompagnateur du transport exceptionnel

Sous-section 1^{re}. — Conditions pour exercer l'activité d'accompagnateur

Art. 2. Le candidat accompagnateur est agréé comme accompagnateur de transport exceptionnel de type 1 s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° possède une attestation de réussite de l'examen de compétence théorique visée à l'article 12, portant sur les matières visées à l'annexe 1^{re}, ou d'une attestation équivalente délivrée par l'autorité compétente de la Région flamande ou de la Région Bruxelles-Capitale telle que visée à l'article 10 ;

2° n'est pas déchu du droit de conduire et n'a pas été déchu sur une période de plus d'un mois dans la dernière année du droit de conduire un véhicule moteur ;

3° au cours des trois dernières années, il n'a pas été condamné par une décision coulée en force de chose jugée à un emprisonnement ou à une autre peine pour les faits et infractions suivants :

a) vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, homicide, coups et blessures volontaires ;

b) les infractions visées aux articles 227, 280, 323, 324 et 324^{ter} du Code pénal ;

c) à la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes et ses arrêtés d'exécution ;

d) à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution ;

e) à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

4° n'est pas suspendu du droit d'accompagner un transport exceptionnel par une mesure administrative ou par une décision judiciaire ou administrative.

Art. 3. Un candidat accompagnateur est agréé comme accompagnateur de transport exceptionnel de type 2 s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° possède une carte d'identification de type 1 en cours de validité ;

2° n'est pas déchu du droit de conduire et n'a pas été déchu sur une période de plus d'un mois dans la dernière année du droit de conduire un véhicule moteur ;

3° au cours des trois dernières années, il n'a pas été condamné par une décision coulée en force de chose jugée à un emprisonnement ou à une autre peine pour les faits et infractions suivants :

a) vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, homicide, coups et blessures volontaires ;

b) les infractions visées aux articles 227, 280, 323, 324 et 324^{ter} du Code pénal ;

c) à la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes et ses arrêtés d'exécution ;

d) à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution ;

e) à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ;

4° n'est pas suspendu du droit d'accompagner un transport exceptionnel par une mesure administrative ou par une décision judiciaire ou administrative ;

5° effectue un stage dans une entreprise d'accompagnement agréée visée à l'article 16, §1^{er}, cumulant :

a) cinq heures d'observation dans la cabine du chauffeur du véhicule exceptionnel durant un transport exceptionnel nécessitant un accompagnement d'au moins deux véhicules d'accompagnement.

Cette observation a pour objectifs :

1. d'appréhender les difficultés de conduire un transport exceptionnel, de percevoir les différents risques auxquels est confronté un transport exceptionnel ;

2. d'observer les différentes manœuvres exécutées par le conducteur ;

3. de mettre en pratique la technique du regard du conducteur en tenant compte des angles morts ;

b) dix heures d'exercice effectif des activités en tant qu'accompagnateur durant un transport exceptionnel nécessitant un accompagnement d'au moins deux véhicules accompagnateurs sous la supervision et aux côtés d'un accompagnateur guide ;

c) sur une distance totale de cent kilomètres, à l'exclusion des autoroutes et des voies divisées en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont réservées à chaque sens de circulation et où la vitesse maximale autorisée est de plus de septante kilomètres par heure, la réalisation de la reconnaissance d'itinéraire pour au moins un transport exceptionnel nécessitant un accompagnement d'au moins deux véhicules accompagnateurs.

La reconnaissance d'itinéraire comprend :

1. la préparation de l'itinéraire ;

2. le contrôle de la présence de chantiers et d'obstacles ;

3. la reconnaissance du terrain avec photos et la prise de mesures ;

4. la vérification du dossier de demande d'autorisation ;

5. la rédaction de notes supplémentaires pour le conducteur et les accompagnateurs du convoi.

Sous-section 2. — Procédure d'agrément

Art. 4. En vue d'obtenir un agrément, le candidat accompagnateur transmet, par voie électronique à l'administration, une demande de carte d'identification de type 1 ou de type 2.

La demande du candidat accompagnateur mentionne :

1° ses nom et prénom ;

2° sa date de naissance ;

3° son numéro de registre national ;

4° son adresse ;

5° son numéro de téléphone et son adresse électronique.

Le candidat accompagnateur joint à sa demande les documents suivants :

1° un extrait du casier judiciaire, modèle 1, datant de maximum trois mois ou un équivalent étranger;

2° une photo d'identité récente sur laquelle le visage est entièrement visible, sur fond neutre, d'une largeur de 35 mm et d'une hauteur de 45 mm ;

3° une copie du permis de conduire valable depuis au moins trois ans pour une ou plusieurs des catégories suivantes : B, B+E, C, C+E, D, D+E, ou A s'agissant d'un accompagnateur utilisant une motocyclette, comme visé dans l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

4° une copie de l'attestation de réussite de l'examen de compétence théorique ou d'une attestation équivalente délivrée par le service compétent de la Région flamande ou de la Région Bruxelles-Capitale, uniquement pour le demandeur d'une carte d'identification de type 1 ;

5° le formulaire « déroulement de stage » dûment signé par le stagiaire et par l'accompagnateur guide, uniquement pour le demandeur d'une carte d'identification de type 2.

Art. 5. § 1^{er}. L'administration envoie par voie électronique, dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande et de paiement de la redevance telle que visée à l'article 8, § 1^{er}, un accusé de réception et informe le demandeur, par le même acte, du caractère complet ou incomplet de sa demande.

Le dossier est considéré comme complet lorsqu'il réunit tous les documents et informations visés à l'article 4. À défaut de notification dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, la demande est considérée comme complète.

À défaut pour le demandeur de transmettre un dossier complet dans les trente jours ouvrables à compter de la date de notification du caractère incomplet de la demande, celle-ci est classée sans suite.

§ 2. L'administration prend une décision motivée d'octroi ou de refus, au plus tard trente jours ouvrables à compter de la date à laquelle le dossier est considéré comme complet.

Si aucune décision n'est prise dans le délai imparti, le candidat accompagnateur peut inviter l'administration à prendre encore une décision.

L'administration dispose d'un délai de quatorze jours après réception de cette requête pour décider encore d'agréer ou non le candidat accompagnateur.

L'absence de décision vaut décision d'octroi de l'agrément.

§ 3. Lors de l'octroi de l'agrément, l'administration délivre la carte d'identification de type 1 ou de type 2. Chaque carte d'identification possède un numéro unique.

La carte d'identification de type 1 permet l'accompagnement d'un transport exceptionnel nécessitant uniquement un véhicule accompagnateur.

La carte d'identification de type 2 permet l'accompagnement de tout transport exceptionnel.

§ 4. Le Ministre fixe les conditions de délivrance et les modèles des cartes d'identification de type 1 ou de type 2.

Art. 6. Le candidat accompagnateur ou l'accompagnateur communique, dans les dix jours ouvrables, toute modification des données transmises à l'administration lors de la demande ou lors du renouvellement de la carte d'identification de type 1 ou de type 2 ou lors de la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que visée à l'article 24.

En cas de condamnation à une déchéance pendant un mois ou plus du droit de conduire à titre de peine principale tel que visé aux articles 2, 2°, et 3, 2°, ou une condamnation pénale telle que visée aux articles 2, 3°, et 3, 3°, l'agrément est retiré par l'administration.

Sous-section 3. — Validité et renouvellement de la carte d'identification

Art. 7. La carte d'identification de type 1 ou de type 2 est valable cinq ans à compter du 1^{er} janvier qui suit l'année au cours de laquelle elle est octroyée.

La carte d'identification de type 1 ou de type 2 est renouvelable pour autant que le titulaire en fasse la demande à l'administration au plus tard trois mois avant la date d'expiration de la validité.

Le demandeur transmet la demande de renouvellement par voie électronique à l'administration et joint les documents suivants :

- 1° un extrait du casier judiciaire, modèle 1, datant de maximum trois mois, ou un équivalent étranger ;
- 2° une photo d'identité récente sur laquelle le visage est entièrement visible, sur fond neutre, d'une largeur de 35 mm et d'une hauteur de 45 mm.

Lors de l'introduction d'une demande de renouvellement, l'administration applique la procédure visée à l'article 5, § 1^{er}. Si la demande de renouvellement est complète conformément à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, l'administration prend une décision motivée d'octroi ou de refus dans le délai visé à l'article 5, § 2. Si aucune décision n'est prise dans le délai imparti, le candidat accompagnateur peut inviter l'administration à prendre encore une décision.

L'administration dispose d'un délai de quatorze jours après réception de cette requête pour décider encore d'agréer ou non le candidat accompagnateur.

L'absence de décision vaut décision d'octroi de la carte d'identification renouvelée.

L'administration délivre la carte d'identification renouvelée dans un délai de quinze jours ouvrables à compter de la date de la décision d'octroi. La carte d'identification renouvelée conserve le même numéro unique que la carte d'identification dont la date de validité a expiré.

Sous-section 4. — Redevances

Art. 8. § 1^{er}. Le demandeur paie à l'administration une redevance de 25 euros pour une demande d'agrément telle que visée à l'article 4. Cette redevance couvre les frais d'administration et les frais de contrôle requis en vertu du présent arrêté. Elle n'est pas remboursable en cas de classement sans suite ou de refus de la demande.

§ 2. Le titulaire d'une carte d'identification de type 1 ou de type 2 verse annuellement une redevance de 25 euros à l'administration à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'octroi de la carte d'identification.

La suspension, le retrait ou l'échéance de la carte d'identification de type 1 ou de type 2 visés aux articles 7 et 11 ne donne pas lieu au remboursement de la redevance.

§ 3. Le Ministre détermine les modalités de paiement des redevances.

§ 4. Les montants repris au présent article sont indexés tous les ans au 1^{er} janvier en faisant application de l'indice santé. L'indice de référence est celui du mois de décembre 2021.

Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, augmenté de 0,50 euro maximum ou diminué de 0,49 euro maximum pour obtenir un nombre entier.

Sous-section 5. — Retrait pour cessation d'activité

Art. 9. En cas de cessation d'activité, l'accompagnateur titulaire d'une carte d'identification de type 1 ou de type 2 en informe l'administration, par voie électronique, dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de cessation.

L'administration retire la carte d'identification de l'accompagnateur qui se trouve en cessation d'activités.

Sous-section 6. — Reconnaissance de l'agrément délivré par les autres autorités compétentes régionales

Art. 10. Les cartes d'identification de type 1 ou de type 2 en cours de validité, ou tout document équivalent, délivrés par les autorités compétentes de la Région flamande ou de la Région Bruxelles-Capitale sont reconnus en Région wallonne.

Sous-section 7. — Retrait et suspension

Art. 11. § 1^{er}. L'administration peut décider de suspendre la validité de l'agrément après avoir entendu le titulaire de celle-ci, pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus, sans que l'accompagnateur concerné puisse prétendre à une quelconque indemnisation, si ce dernier :

- 1° fournit des renseignements inexacts sur des données nécessaires pour l'octroi de l'agrément ou le renouvellement de la carte d'identification ;
- 2° ne répond plus à l'une des conditions requises pour délivrer l'agrément existant telles que visées aux articles 2 et 3 ;
- 3° ne communique pas les informations dans le délai imparti à l'article 6, alinéa 1^{er} ;
- 4° ne paie pas la redevance annuelle dans les délais ;
- 5° fait un usage abusif de la carte d'identification ;
- 6° refuse de présenter à l'agent qualifié la carte d'identification demandée lors d'un contrôle.

Si, malgré une mesure de suspension telle que visée à l'alinéa 1^{er}, l'administration constate la persistance du non-respect des conditions fixées par le présent arrêté, elle peut retirer l'agrément après avoir entendu le titulaire de celle-ci.

§ 2. Lorsque l'administration envisage de prendre l'une des mesures visées au présent article, il la notifie au titulaire de la carte d'identification concernée. La notification peut être envoyée exclusivement de manière électronique au destinataire dès lors que ce dernier a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir

uniquement des communications par voie électronique. Ce dernier adresse sa défense par envoi recommandé auprès de l'administration, dans les trente jours ouvrables qui suivent la réception de la notification.

La décision de l'administration de suspendre la validité ou de retirer l'agrément est prise dans les trente jours ouvrables qui suivent la date de réception de la défense écrite ou, en l'absence de défense écrite, dans les trente jours ouvrables après expiration de ce même délai.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 2 et lorsque la décision de l'administration fait défaut, le dossier est réputé classé sans suite.

Pendant la période de suspension de validité ou de retrait de l'agrément, aucune activité comme accompagnateur d'un transport exceptionnel ne peut être exercée.

Sous-section 8. — Examen et stage

Art. 12. L'examen de compétence théorique se présente sous la forme d'un examen écrit à choix multiples en langue française ou allemande. Il évalue la connaissance des matières reprises en annexe 1^{re}.

L'inscription à l'examen de compétence théorique se fait par voie électronique auprès de l'administration.

Les examinateurs chargés de l'examen de compétence théorique sont des agents statutaires ou membres du personnel contractuels désignés par l'administration.

L'administration délivre l'attestation de réussite.

Le Ministre :

1° fixe le montant du droit d'inscription à l'examen de compétence théorique et en définit les modalités de paiement ;

2° détermine le modèle d'attestation de réussite de l'examen théorique ;

3° détermine les modalités de l'examen théorique.

Art. 13. § 1^{er}. Le titulaire d'une carte d'identification de type 1 qui souhaite obtenir une carte d'identification de type 2 accomplit le stage visé à l'article 3, 5°, dans une entreprise d'accompagnement agréée visée à l'article 16, § 1^{er}.

Durant le stage, le stagiaire est toujours accompagné par l'accompagnateur-guide visé au paragraphe 2. Le stagiaire exerce, sous la supervision de l'accompagnateur-guide, les compétences et habilitations prévues par la législation en vigueur en matière de transports exceptionnels.

§ 2. L'accompagnateur-guide dispose d'un agrément valable en tant qu'accompagnateur de transport exceptionnel de type 2 depuis au moins un an sans qu'il ait fait l'objet d'une suspension durant cette période.

§ 3. L'accompagnateur-guide accompagne au maximum deux stagiaires en même temps. Il est présent lors des cours pratiques et forme de manière individuelle chaque stagiaire.

Les stagiaires d'un même accompagnateur-guide ne peuvent pas suivre le même transport, ni travailler sur le même itinéraire.

§ 4. Le stagiaire tient un formulaire dénommé « déroulement du stage » dont le modèle est déterminé par le Ministre.

Le formulaire visé à l'alinéa 1^{er} reprend, par ordre chronologique, les données des transports que le stagiaire a suivis. Le stagiaire et l'accompagnateur-guide signent le formulaire contenant le déroulement du stage après chaque transport.

Dans un délai d'une semaine après la finalisation du stage, le stagiaire transmet à l'administration, par voie électronique, le formulaire dûment signé. En cas de non-respect des conditions visées à l'article 3, 5°, l'administration déclare, dans un délai de maximum trente jours ouvrables à compter de la réception du formulaire, non valables les heures de stage déclarées dans le formulaire. Si l'administration ne déclare aucune heure de stage non valable, le stage prend fin.

Art. 14. Le candidat, qui démontre, après plusieurs demandes à différentes entreprises d'accompagnement, qu'il n'arrive pas à trouver un stage, présente une lettre, accompagnée de ses démarches, à l'administration. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué désigne, en tenant compte de la capacité organisationnelle et financière des entreprises précitées, une entreprise d'accompagnement afin que le candidat stagiaire puisse réaliser le stage.

Art. 15. Le Ministre définit les modalités de recyclage des accompagnateurs.

Section 2. — L'entreprise d'accompagnement

Sous-section 1^{re}. — Agrément de l'entreprise d'accompagnement

Art. 16. § 1^{er}. Toute entreprise d'accompagnement du transport exceptionnel dispose d'un agrément valable.

§ 2. Pour être agréée comme entreprise d'accompagnement, l'entreprise remplit les conditions suivantes :

1° être une entreprise telle que définie à l'article I.1, alinéa 1^{er}, 1°, du Code de droit économique ;

2° être couverte par une assurance responsabilité civile en cours de validité, souscrite auprès d'un organisme assureur agréé, dont le niveau de couverture désigne les garanties suivantes :

a) la responsabilité civile assurée est celle qui découle de l'exécution de l'accompagnement du transport exceptionnel ;

b) la couverture géographique englobe au minimum la totalité du territoire de la Région wallonne ;

c) il n'y a aucune limitation concernant les dimensions du transport à accompagner ;

d) il n'y a aucune limitation concernant les manœuvres à exécuter.

§ 3. Le Ministre peut préciser les conditions supplémentaires relatives à l'assurance visée au paragraphe 2, 2°.

§ 4. L'entreprise d'accompagnement agréée met à disposition un ou plusieurs accompagnateurs répondant aux conditions d'accès à la profession et possédant l'agrément tel que visé à l'article 5, § 3.

Sous-section 2. — Demande de l'agrément

Art. 17. La demande mentionne :

1° si le demandeur est une personne physique : les nom et prénom, l'adresse et le numéro d'entreprise de la personne physique ;

2° si le demandeur est une personne morale : la raison sociale, le statut juridique, l'adresse du siège social et le numéro d'entreprise ;

3° les coordonnées et le site web éventuel de l'entreprise ;

4° les nom et prénom, le numéro de registre national et les coordonnées du représentant de l'entreprise.

La preuve qu'une assurance telle que visée à l'article 16, § 2, 2°, a été souscrite est jointe à la demande de l'agrément.

La demande de l'agrément et les documents qui l'accompagnent sont transmis par voie électronique à l'administration.

Art. 18. § 1^{er}. L'administration transmet par voie électronique, dans les cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande et de paiement de la redevance telle que visée à l'article 20, § 1^{er}, un accusé de réception et communique au demandeur, par le même acte, le caractère complet ou incomplet de sa demande.

Le dossier est considéré comme complet lorsqu'il réunit tous les documents et informations tels que visés à l'article 17. À défaut de notification dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, la demande est considérée comme complète.

À défaut pour le demandeur de transmettre un dossier complet dans les trente jours ouvrables à compter de la date de notification du caractère incomplet de la demande, celle-ci est classée sans suite.

§ 2. L'administration prend une décision motivée d'octroi ou de refus, au plus tard trente jours ouvrables à compter de la date à laquelle le dossier est considéré complet.

Si aucune décision n'est prise dans le délai imparti, l'entreprise d'accompagnement peut inviter l'administration à prendre encore une décision.

L'administration dispose d'un délai de quatorze jours après réception de cette requête pour décider encore d'agréer ou non l'entreprise d'accompagnement.

L'absence de décision vaut décision d'octroi de l'agrément.

§ 3. L'administration attribue un numéro d'agrément unique à chaque entreprise.

Art. 19. L'entreprise d'accompagnement agréée communique, dans les dix jours ouvrables, toute modification des données transmises à l'administration lors de la demande de l'agrément visée à l'article 17.

L'entreprise d'accompagnement informe l'administration dans les 24 heures du fait qu'elle ne dispose plus d'une assurance responsabilité telle que visée à l'article 16, § 2, 2°. L'administration peut décider de retirer l'agrément.

Sous-section 3. — Redevances

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur paie à l'administration une redevance de 75 euros pour le traitement d'une demande d'agrément telle que visée à l'article 17.

La redevance couvre les frais d'administration et les frais de contrôle requis en vertu du présent arrêté. La redevance n'est pas remboursable en cas de classement sans suite ou de refus de la demande de l'agrément.

§ 2. Toute entreprise d'accompagnement disposant d'un agrément verse annuellement une redevance de 75 euros à l'administration à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'octroi de l'agrément.

La suspension ou le retrait de l'agrément visé à l'article 23 ne donne pas lieu au remboursement de la redevance.

§ 3. Le Ministre détermine les modalités de paiement des redevances.

§ 4. Les montants repris au présent article sont indexés tous les ans au 1^{er} janvier en faisant application de l'indice santé. L'indice de référence est celui du mois de décembre 2021.

Lors de l'indexation, le résultat est, le cas échéant, augmenté de 0,50 euro maximum ou diminué de 0,49 euro maximum pour obtenir un nombre entier.

Sous-section 4. — Retrait pour cessation d'activité

Art. 21. En cas de cessation d'activité volontaire ou judiciaire, l'entreprise d'accompagnement agréée en informe l'administration, par voie électronique, dans les dix jours ouvrables qui suivent la date de cessation.

L'administration retire l'agrément à toute entreprise d'accompagnement qui se trouve en cessation d'activités.

Sous-section 5. — Reconnaissance

Art. 22. Les entreprises d'accompagnement agréées par les autorités compétentes de la Région flamande ou de la Région Bruxelles-Capitale qui disposent d'un agrément valable sont également reconnues comme entreprises d'accompagnement en Région wallonne.

Sous-section 6. — Retrait et suspension

Art. 23. § 1^{er}. L'administration peut décider de suspendre la validité de l'agrément après avoir entendu le titulaire de celle-ci pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus ou de retirer l'agrément de l'entreprise d'accompagnement sans que l'entreprise d'accompagnement puisse prétendre à une quelconque indemnisation, si cette dernière :

1° fournit des renseignements inexacts sur des données nécessaires pour obtenir l'agrément ;

2° ne répond plus à l'une des conditions telles que visées à l'article 16, § 2 ;

3° ne communique pas les informations dans les délais prévus aux articles 19 et 21 ;

4° ne paie pas la redevance annuelle dans les délais ;

5° fait un usage abusif d'un agrément ;

6° refuse de présenter tout document, pièce ou titre utile en lien avec l'agrément de l'entreprise d'accompagnement lors d'un contrôle ;

7° fait exercer des activités d'accompagnement d'un transport exceptionnel pour lesquelles l'accompagnateur ne possède pas la carte d'identification exigée.

Si, malgré une mesure de suspension telle que visée à l'alinéa 1^{er}, l'administration constate la persistance du non-respect des conditions fixées par le présent arrêté, elle peut retirer l'agrément, après avoir entendu l'entreprise concernée.

§ 2. Lorsque l'administration envisage de prendre l'une des mesures visées au présent article, il la notifie à l'entreprise d'accompagnement concernée. La notification peut être envoyée exclusivement de manière électronique au destinataire dès lors que ce dernier a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir uniquement des communications par voie électronique. Ce dernier adresse sa défense par envoi recommandé auprès de l'administration, dans les trente jours ouvrables qui suivent la réception de la notification.

La décision de l'administration de suspendre la validité ou de retirer l'agrément est prise dans les trente jours ouvrables qui suivent la date de réception de la défense écrite ou, en l'absence de défense écrite, dans les trente jours ouvrables après expiration de ce même délai.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 2 et lorsque la décision de l'administration fait défaut, le dossier est réputé classé sans suite.

Pendant la période de suspension de validité ou de retrait de l'agrément, aucune activité d'accompagnement d'un transport exceptionnel ne peut être exercée.

CHAPITRE 3. — Reconnaissance des qualifications professionnelles

Art. 24. § 1^{er}. Toute personne ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ainsi que tout autre Etat auquel la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles s'applique, et qui a obtenu ses qualifications professionnelles d'accompagnateur dans un Etat membre autre que la Belgique, peut faire reconnaître par l'administration ses qualifications professionnelles en vue d'exercer l'activité d'accompagnateur du transport exceptionnel en Région wallonne.

§ 2. Le demandeur joint les documents suivants à la demande visée à l'article 4, alinéas 1^{er} et 2 :

- 1° une preuve de la nationalité ;
- 2° un extrait du casier judiciaire, datant de maximum trois mois, équivalent au modèle 1 délivré en Belgique ;
- 3° une copie de l'attestation de compétence professionnelle ou du titre de formation qui donne accès à la profession d'accompagnateur de transport exceptionnel, ainsi que, dans les cas tels que visés à l'article 15, § 2, de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE, l'attestation de l'expérience professionnelle du candidat-accompagnateur ;
- 4° une photo d'identité récente sur laquelle le visage est entièrement visible, sur fond neutre, d'une largeur de 35 mm et d'une hauteur de 45 mm ;
- 5° une copie du permis de conduire, en cours de validité, de la catégorie B, B+E, C, C+E, D, D+E, ou A.

Art. 25. Les mêmes délais, formalités et procédures prévus à l'article 5 sont applicables à la demande de reconnaissance des qualifications professionnelles comme accompagnateur du transport exceptionnel.

Art. 26. Si, conformément à l'article 15 de la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE, l'administration reconnaît les qualifications professionnelles du demandeur, un agrément en tant qu'accompagnateur de transport exceptionnel de type 1 ou de type 2 est octroyé, afin d'accéder à la même profession que celle à laquelle il est qualifié dans l'Etat membre d'origine et de l'exercer dans les mêmes conditions que les accompagnateurs de transport exceptionnel habilités en Région wallonne.

Toutefois, dans les cas et conditions visés à l'article 16 de la même loi, l'administration peut exiger du demandeur qu'il accomplisse un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum ou se soumettre à une épreuve d'aptitude dont les modalités sont définies par le Ministre.

CHAPITRE 4. — Registre et traitement des données à caractère personnel

Art. 27. § 1^{er}. L'administration tient un registre des entreprises d'accompagnement et des accompagnateurs agréés. Ce registre prend la forme d'une banque de données informatisée qui structure les données et les informations visées au paragraphe 2, afin qu'elles soient facilement traitées et retrouvées.

§ 2. Le registre contient les données suivantes :

- 1° la demande d'agrément telle que visée à l'article 4 ;
- 2° l'extrait du casier judiciaire, modèle 1, datant de maximum trois mois ou un équivalent étranger visé à l'article 4, alinéa 3, 1°, à l'article 7, alinéa 3, 1°, et à l'article 24, § 2, 2° ;
- 3° la photo d'identité récente de l'accompagnateur sur laquelle le visage est entièrement visible, sur fond neutre, d'une largeur de 35 mm et d'une hauteur de 45 mm visée à l'article 4, alinéa 3, 2°, à l'article 7, alinéa 3, 2°, et à l'article 24, § 2, 4° ;
- 4° la copie du permis de conduire B+E, C, C+E, D, ou D+E, ou A telle que visée à l'article 4, alinéa 3, 3°, et à l'article 24, § 2, 5° ;
- 5° la copie de l'attestation de réussite de l'examen théorique visée à l'article 4, alinéa 3, 4° ;
- 6° le formulaire dénommé « déroulement du stage » visé aux articles 4, alinéa 3, 5°, et 13, § 4 ;
- 7° la décision d'octroi ou de refus de l'agrément visée à l'article 5, § 2 ;
- 8° le numéro de la carte d'identification de l'accompagnateur visé à l'article 5, § 3 ;
- 9° une copie de la carte d'identification de l'accompagnateur visée aux articles 5, § 3 et 7, alinéa 8 ;
- 10° la notification de la modification des informations visée aux articles 6 et 19 ;
- 11° la notification de la cessation d'activité telle que visée aux articles 9 et 21 ;
- 12° la décision de suspension ou de retrait de l'agrément tel que visé à l'article 11 ;
- 13° la défense écrite telle que visée aux articles 11, § 2, et 23, § 2 ;
- 14° la demande d'inscription à l'examen visée à l'article 12, alinéa 2 ;
- 15° la demande de l'agrément de l'entreprise d'accompagnement visée à l'article 17 ;

16° la preuve de l'assurance responsabilité civile visée à l'article 17, alinéa 2 ;

17° la décision d'octroi ou de refus de l'agrément de l'entreprise d'accompagnement visée à l'article 18, § 2 ;

18° le numéro de l'agrément de l'entreprise d'accompagnement visé à l'article 18, § 3 ;

19° la décision de suspension ou de retrait de l'agrément visée à l'article 23 ;

20° la preuve de la nationalité visée à l'article 24, § 2, 1° ;

21° la copie de l'attestation de compétence, du titre de formation ou l'attestation de l'expérience professionnelle visée à l'article 24, § 2, 3° ;

22° le nom de l'entreprise d'accompagnement, les nom et prénom du représentant les coordonnées de l'entreprise d'accompagnement et le numéro d'entreprise visé à l'article 28, §1^{er} ;

23° la copie de l'attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement de véhicules exceptionnels telle que visée à l'article 31, § 1^{er}.

§ 3. Les données sont récoltées et conservées pour :

1° vérifier que les conditions d'octroi de l'agrément d'entreprise d'accompagnement ou d'octroi ou de renouvellement de l'agrément de l'accompagnateur sont réunies ;

2° exercer le contrôle et la constatation des infractions par les agents qualifiés, lors de l'exercice effectif de l'activité d'accompagnement du transport exceptionnel, conformément à l'article 15 du décret du 4 avril 2019 et aux articles 29 et suivants du présent arrêté ;

3° décider de la suspension ou du retrait de l'agrément de l'entreprise d'accompagnement ou de l'accompagnateur ;

4° faciliter la communication des données entre les Régions à des fins de contrôles interrégionaux, y compris le constat d'infraction ;

5° permettre l'établissement de statistiques générales et anonymes par l'administration aux fins d'analyse et d'évaluation de la politique générale en matière d'accompagnement de transport exceptionnel.

§ 4. Le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures est le responsable du traitement tel que visé à l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 5. Les données du registre sont accessibles aux agents visés aux articles 14, 17 et 27 du décret du 4 avril 2019, aux agents statutaires ou membres du personnel contractuels de l'administration, chargés de la gestion et de la maintenance du registre au moyen d'une connexion authentifiée et tracée.

§ 6. Les agents statutaires ou membres du personnel contractuels chargés de la gestion et de la maintenance du registre sont désignés par le responsable de traitement.

§ 7. La consultation des données est régie par les droits d'accès personnel octroyés à chaque utilisateur du registre en fonction de son rôle dans le traitement de données.

§ 8. Les données sont effacées dès qu'elles ne sont plus utiles aux opérations mentionnées aux articles 4, 7, alinéa 3, 12, alinéa 2, 17, alinéa 1^{er}, 24, § 2, et 31, § 1^{er}, et ce, au plus tard six mois après la date de fin de la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension ou de retrait de l'agrément d'un accompagnateur ou d'une entreprise d'accompagnement, à moins qu'un recours n'ait été intenté devant des juridictions administratives ou judiciaires avant ce délai, auquel cas les données seront conservées jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit exécutée

Art. 28. § 1^{er}. Le registre contient également une liste des entreprises d'accompagnement agréées. Cette liste peut être consultée par les personnes qui souhaitent faire appel à une entreprise d'accompagnement, dont les capacités financières et les compétences techniques ont été examinées et reconnues par les autorités administratives wallonnes.

La liste des entreprises d'accompagnement contient les données suivantes :

- le nom de l'entreprise ;
- les nom et prénom du représentant de l'entreprise ;
- les coordonnées de l'entreprise ;
- le numéro d'entreprise.

§ 2. Les entreprises d'accompagnement sont exclues de la liste visée à l'alinéa 1^{er} en cas de suspension ou de retrait de l'agrément pour les motifs visés aux articles 19, 21 et 23.

CHAPITRE 5. — *Amende administrative minorée, amende administrative minorée exécutoire et recours*

Section 1^{re}. — Agents qualifiés

Art. 29. Sans préjudice des prérogatives qui leur sont confiées dans le cadre de l'exercice de leur mission par l'article 15 du décret du 4 avril 2019, à des fins de contrôles, de recherche, de constat d'infraction et d'identification de personnes concernées, les agents qualifiés peuvent : 1° enjoindre de produire la carte d'identification de type 1 ou de type 2 visée à l'article 5, § 3 ;

2° interdire à l'accompagnateur d'exercer son activité d'accompagnement de transport exceptionnel. En vue d'assurer l'application de cette interdiction, les agents qualifiés peuvent retenir les documents visés au 1°.

Cette mesure vaut jusqu'à ce que l'infraction cesse d'exister.

Section 2. — Des amendes administratives

Art. 30. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi que les montants des amendes administratives applicables à ces infractions sont repris à l'annexe 2.

CHAPITRE 6. — Dispositions transitoires

Art. 31. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 4, l'accompagnateur de transport exceptionnel qui dispose, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement de transport exceptionnel délivrée conformément à l'article 21bis de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 relatif aux conditions en matière de formation et d'expérience professionnelles, aux conditions en matière d'examen psychotechnique pour l'exercice d'une fonction dirigeante ou d'exécution dans une entreprise de gardiennage ou un service interne de

gardiennage et relatives à l'agrément des formations, peut l'échanger par une carte d'identification de type 2, pour autant qu'il remplisse les conditions visées à l'article 3, 2^o à 4^o, et que la demande soit transmise à l'administration avant le 1^{er} octobre 2023.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1^{er}, ainsi que les documents visés à l'article 4, alinéa 3, 1^o à 3^o, qui l'accompagnent, sont transmis par voie électronique à l'administration.

§ 3. Lorsque la demande et les documents visés au paragraphe 1^{er} sont transmis à l'administration, la procédure visée à l'article 5 est applicable.

§ 4. Le Ministre détermine le modèle et contenu de la demande d'échange de l'attestation de compétence agent de gardiennage - accompagnement de transport exceptionnel.

Art. 32. § 1^{er}. L'entreprise qui dispose, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'une autorisation, pour l'exercice d'une activité d'accompagnement de transport exceptionnel en vertu de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, peut obtenir en échange, l'agrément en tant qu'entreprise d'accompagnement conformément à l'article 18, pour autant qu'elle remplisse les conditions visées 16, § 2, et pour autant que la demande de l'agrément soit transmise à l'administration avant le 1^{er} octobre 2023.

§ 2. La demande visée au paragraphe 1^{er}, ainsi que le document visé à l'article 17, alinéa 2, qui l'accompagne, sont transmis par voie électronique à l'administration.

§ 3. Lorsque la demande et les documents visés au paragraphe 1^{er} sont transmis à l'administration, la procédure visée à l'article 18 est applicable.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 33. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023 :

1^o l'article 44, § 1^{er}, 9^o, du décret du 4 avril 2019 ;

2^o le présent arrêté, à l'exception des chapitres 4 et 5 qui entrent en vigueur, au plus tard, le 1^{er} janvier 2025.

Art. 34. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 1

Examen de compétence théorique

L'examen de compétence théorique porte sur les matières suivantes :

1^o l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

2^o la réglementation en matière de transport de marchandises par route ;

3^o la réglementation en matière de transport exceptionnel ;

4^o la connaissance appliquée de la réglementation en matière de circulation routière ;

5^o les moyens et méthodes d'accompagnement de véhicules exceptionnels.

Mode de cotation

Minimum requis pour réussir l'examen théorique : 60% des points.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2022 relatif à l'accompagnement des véhicules exceptionnels.

Namur, le 8 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 2

	INFRACTIONS	REGLEMENTATION	SOMME A PERCEVOIR	CATEGORIE DE RISQUE
A) Infractions relatives à l'accompagnateur				
1a.	L'accompagnateur accompagne un transport exceptionnel sans être titulaire d'une carte d'identification.	AGW art. 5, § 3., alinéa 1 ^{er}	3000 EUR	I
2a.	L'accompagnateur accompagne un transport exceptionnel nécessitant plus d'un véhicule accompagnateur avec une carte d'identification de type 1.	AGW art. 5, § 3., alinéa 2.	3000 EUR	I

INFRACTIONS		REGLEMENTATION	SOMME A PERCEVOIR	CATEGORIE DE RISQUE
3a.	L'accompagnateur dispose d'une carte d'identification mais elle n'est plus valable pour :	AGW arts. 7, alinéa 1 ^{er} , 9, et 11.	3000 EUR	I
	1. avoir été suspendue ;			
	2. avoir été retirée ;			
	3. avoir expirée ;			
	4. cessation d'activité.			
4a.	L'accompagnateur est titulaire d'une carte d'identification de type 1 ou de type 2 mais il ne la porte pas sur lui lors du contrôle.	AGW art. 30, § 3, 1 ^o .	70 EUR	III
5a.	L'accompagnateur présente une carte d'identification de type 1 ou de type 2 qui est fausse, qui a été falsifiée, détruite ou dont les données mentionnées ont été falsifiées ou détruites.	AGW art. 29.	4000 EUR	I
6a.	L'accompagnateur qui accompagne un transport exceptionnel refuse le contrôle.	AGW art. 29.	3000 EUR	I
B) Infractions relatives à l'entreprise d'accompagnement				
1b.	L'entreprise exerce l'activité d'entreprise d'accompagnement du transport exceptionnel sans être titulaire d'un agrément.	AGW art. 16, § 1 ^{er} .	4000 EUR	I
2b.	L'entreprise dispose d'un agrément mais il n'est plus valable pour :	AGW arts. 21 et 23.	4000 EUR	I
	1. avoir été suspendu ;			
	2. avoir été retiré ;			
	3. cessation d'activité.			
3b.	L'entreprise d'accompagnement met à disposition de ses clients, des accompagnateurs ne répondant pas aux conditions d'accès à la profession ou ne possédant pas la carte d'identification exigée.	AGW art. 16, § 4.	5000 EUR	I

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2022 relatif à l'accompagnement des véhicules exceptionnels.

Namur, le 8 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/33687]

8. SEPTEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Begleitung der außergewöhnlichen Fahrzeuge

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, Artikel 8, 14 bis 18, 24 bis 34, 36 bis 43, 44 Paragraf 1 Ziffer 9 und Artikel 59 Absatz 1;

Aufgrund des Berichts vom 8. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 27. Januar 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. September 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 13. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 18. Juli 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;
 Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;
 Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;
 Nach Beratung,
 Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° die Verwaltung: die Direktion der Regelung der Straßenverkehrssicherheit und der Straßenkontrollen der Abteilung Verkehrsregelung und -regulierung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen;
- 2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört;
- 3° das Dekret vom 4. April 2019: das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;
- 4° der Begleitbetrieb: jeder von der Verwaltung zugelassene Betrieb, dessen Ziel es ist, den außergewöhnlichen Transport zu begleiten, um die Verkehrssicherheit zu gewährleisten und die Durchfahrt der Transporte zu erleichtern;
- 5° der Begleiter: der Fahrer oder Beifahrer eines Begleitfahrzeugs gemäß Artikel 2 Ziffer 7 des Dekrets vom 4. April 2019;
- 6° der befugte Bedienstete: der befugte Bedienstete gemäß Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019;
- 7° der Werktag: alle Wochentage, außer Samstagen, Sonntagen oder gesetzlichen Feiertagen.

KAPITEL 2 — *Bedingungen für den Begleiter und den Begleitbetrieb des außergewöhnlichen Transports*

Abschnitt 1 — Der Begleiter des außergewöhnlichen Transports

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ausübung der Tätigkeit eines Begleiters

Art. 2 - Der Begleitkandidat wird als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten des Typs 1 zugelassen, wenn er die folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der in Artikel 12 erwähnten Prüfung der theoretischen Kompetenz besitzen, die sich auf die in Anhang 1 erwähnten Fächer bezieht, oder eine gleichwertige Bescheinigung, die von der zuständigen Behörde der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt, wie in Artikel 10 erwähnt, ausgestellt wurde;
- 2° nicht die Fahrerlaubnis verloren haben und nicht über einen Zeitraum von mehr als einem Monat im letzten Jahr die Fahrerlaubnis für Treibfahrzeuge verloren haben;
- 3° in den letzten drei Jahren nicht rechtskräftig zu einer Gefängnisstrafe oder einer anderen Strafe wegen folgender Handlungen oder Verstöße verurteilt worden sein:
 - a) Diebstahl, Hehlerei, Erpressung, Vertrauensmissbrauch, Betrug, Tötung, vorsätzliche Körperverletzung;
 - b) Verstöße nach den Artikeln 227, 280, 323, 324 und 324ter des Strafgesetzbuches;
 - c) gegen das Gesetz vom 24. Februar 1921 über den Handel mit Giftstoffen, Schlafmitteln, Betäubungsmitteln, psychotropen Stoffen, Desinfektions- oder antiseptischen Mitteln und mit Stoffen, die zur unerlaubten Herstellung von Betäubungsmitteln und psychotropen Stoffen verwendet werden können und seiner Durchführungserlasse;
 - d) gegen das Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und seiner Durchführungserlasse;
 - e) gegen das Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen;
- 4° nicht durch eine Verwaltungsmaßnahme oder durch einen Gerichts- oder Verwaltungsbeschluss vom Recht, einen außergewöhnlichen Transport zu begleiten, suspendiert sein.

Art. 3 - Ein Begleitkandidat wird als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten des Typs 2 zugelassen, wenn er die folgenden Bedingungen erfüllt:

- 1° eine gültige Identifizierungskarte des Typs 1 besitzen;
- 2° nicht die Fahrerlaubnis verloren haben und nicht über einen Zeitraum von mehr als einem Monat im letzten Jahr die Fahrerlaubnis für Treibfahrzeuge verloren haben;
- 3° in den letzten drei Jahren nicht rechtskräftig zu einer Gefängnisstrafe oder einer anderen Strafe wegen folgender Handlungen oder Verstöße verurteilt worden sein:
 - a) Diebstahl, Hehlerei, Erpressung, Vertrauensmissbrauch, Betrug, Tötung, vorsätzliche Körperverletzung;
 - b) Verstöße nach den Artikeln 227, 280, 323, 324 und 324ter des Strafgesetzbuches;
 - c) gegen das Gesetz vom 24. Februar 1921 über den Handel mit Giftstoffen, Schlafmitteln, Betäubungsmitteln, psychotropen Stoffen, Desinfektions- oder antiseptischen Mitteln und mit Stoffen, die zur unerlaubten Herstellung von Betäubungsmitteln und psychotropen Stoffen verwendet werden können und seiner Durchführungserlasse;
 - d) gegen das Gesetz vom 3. Januar 1933 über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition und seiner Durchführungserlasse;
 - e) gegen das Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen;
- 4° nicht durch eine Verwaltungsmaßnahme oder durch einen Gerichts- oder Verwaltungsbeschluss vom Recht, einen außergewöhnlichen Transport zu begleiten, suspendiert sein;
- 5° ein Praktikum in einem zugelassenen Begleitbetrieb im Sinne von Artikel 16 Paragraph 1 absolvieren, das kumulativ:
 - a) fünf Stunden Beobachtung in der Kabine des Fahrers des außergewöhnlichen Fahrzeugs während eines außergewöhnlichen Transports umfasst, der eine Begleitung von mindestens zwei Begleitfahrzeugen erfordert.

Diese Beobachtung hat folgende Ziele:

1. die Schwierigkeiten beim Führen eines außergewöhnlichen Transports zu erfassen, die verschiedenen Risiken wahrzunehmen, denen ein außergewöhnlicher Transport ausgesetzt ist;
2. die verschiedenen vom Fahrer ausgeführten Manöver zu beobachten;
3. die Blicktechnik des Fahrers unter Berücksichtigung der toten Winkel zu üben;

b) zehn Stunden tatsächliche Ausübung der Tätigkeiten als Begleiter während eines außergewöhnlichen Transports umfasst, der die Begleitung von mindestens zwei Begleitfahrzeugen unter der Aufsicht und an der Seite eines Begleitbetreuers erfordert;

c) auf einer Gesamtstrecke von 100 Kilometern erfolgt, ausgenommen Autobahnen und Straßen, die in vier oder mehr Fahrstreifen unterteilt sind, von denen mindestens zwei für jede Fahrtrichtung vorgesehen sind, und auf denen die zulässige Höchstgeschwindigkeit mehr als siebenzig Kilometer pro Stunde beträgt, die Durchführung der Streckenerkundung für mindestens einen außergewöhnlichen Transport, der eine Begleitung von mindestens zwei Begleitfahrzeugen erfordert.

Die Streckenerkundung umfasst:

1. die Vorbereitung der Strecke;
2. die Kontrolle auf Baustellen und Hindernisse;
3. die Erkundung des Geländes mit Fotos und die Durchführung von Messungen;
4. die Überprüfung der Antragsunterlagen;
5. die Erstellung zusätzlicher Mitteilungen für den Fahrer und die Begleiter des Transports.

Unterabschnitt 2 — Zulassungsverfahren

Art. 4 - Um eine Zulassung zu erhalten, übermittelt der Begleitkandidat der Verwaltung auf elektronischem Wege einen Antrag auf eine Identifizierungskarte des Typs 1 oder Typs 2.

Der Antrag des Begleitkandidaten enthält:

- 1° seinen Namen und Vornamen;
- 2° sein Geburtsdatum;
- 3° seine Nationalregisternummer;
- 4° seine Adresse;
- 5° seine Telefonnummer und seine E-Mail-Adresse.

Der Begleitkandidat fügt seinem Antrag folgende Dokumente bei:

1° ein Auszug aus dem Strafregister, Muster 1, der nicht älter als drei Monate ist, oder ein entsprechendes ausländisches Dokument;

2° ein aktuelles Passfoto, auf dem das Gesicht vollständig sichtbar ist, auf neutralem Hintergrund, mit einer Breite von 35 mm und einer Höhe von 45 mm;

3° eine Kopie des seit mindestens drei Jahren gültigen Führerscheins für eine oder mehrere der folgenden Kategorien: B, B+E, C, C+E, D, D+E, oder A, wenn es sich um einen Begleiter handelt, der ein Motorrad benutzt, wie in Artikel 2 Paragraph 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein erwähnt;

4° eine Kopie der Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Prüfung der theoretischen Kompetenz oder einer gleichwertigen Bescheinigung, die von der zuständigen Dienststelle der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt ausgestellt wurde, nur für den Antragsteller einer Identifizierungskarte des Typs 1;

5° das Formular "Praktikumsablauf", das vom Praktikanten und vom Begleitbetreuer ordnungsgemäß unterzeichnet wurde, nur für den Antragsteller einer Identifizierungskarte des Typs 2.

Art. 5 - § 1. Die Verwaltung versendet innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Eingangs des Antrags und der Zahlung der Gebühr gemäß Artikel 8 Paragraph 1 auf elektronischem Wege eine Empfangsbestätigung und teilt dem Antragsteller mit demselben Schriftstück mit, ob sein Antrag vollständig oder unvollständig ist.

Die Akte gilt als vollständig, wenn sie alle in Artikel 4 genannten Unterlagen und Informationen enthält. Erfolgt keine Mitteilung innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist, gilt der Antrag als vollständig.

Wenn der Antragsteller nicht innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Datum der Mitteilung über die Unvollständigkeit des Antrags eine vollständige Akte übermittelt, wird der Antrag ohne weitere Folge abgeschlossen.

§ 2. Die Verwaltung trifft spätestens dreißig Werktage nach dem Datum, an dem die Akte als vollständig betrachtet wird, einen begründeten Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung.

Wird innerhalb der vorgeschriebenen Frist kein Beschluss gefasst, kann der Begleitkandidat die Verwaltung auffordern, noch einen Beschluss zu fassen.

Die Verwaltung kann innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt dieser Aufforderung erneut entscheiden, ob sie den Begleitkandidaten zulässt oder nicht.

Das Ausbleiben eines Beschlusses gilt als Beschluss über die Gewährung der Zulassung.

§ 3. Bei der Erteilung der Zulassung stellt die Verwaltung die Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 aus. Jede Identifizierungskarte hat eine einmalige Nummer.

Die Identifizierungskarte des Typs 1 erlaubt die Begleitung eines außergewöhnlichen Transports, der nur ein Begleitfahrzeug erfordert.

Die Identifizierungskarte des Typs 2 erlaubt die Begleitung jedes außergewöhnlichen Transports.

§ 4. Der Minister legt die Bedingungen für die Ausstellung und die Muster der Identifizierungskarten des Typs 1 oder des Typs 2 fest.

Art. 6 - Der Begleitkandidat oder der Begleiter teilt innerhalb von zehn Werktagen jede Änderung der Daten mit, die der Verwaltung beim Antrag oder bei der Erneuerung der Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 oder bei der Anerkennung der Berufsqualifikationen gemäß Artikel 24 übermittelt wurden.

Im Falle einer Verurteilung zu einer einmonatigen oder längeren Entziehung der Fahrerlaubnis als Hauptstrafe gemäß Artikel 2 Ziffer 2 und Artikel 3 Ziffer 2 oder einer strafrechtlichen Verurteilung gemäß Artikel 2 Ziffer 3 und Artikel 3 Ziffer 3 wird die Zulassung von der Verwaltung entzogen.

Unterabschnitt 3 — Gültigkeit und Erneuerung der Identifizierungskarte

Art. 7 - Die Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 ist ab dem 1. Januar, der auf das Jahr folgt, in dem sie ausgestellt wurde, fünf Jahre lang gültig.

Die Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 kann erneuert werden, sofern der Inhaber spätestens drei Monate vor Ablauf der Gültigkeit einen entsprechenden Antrag bei der Verwaltung stellt.

Der Antragsteller übermittelt den Erneuerungsantrag auf elektronischem Wege an die Verwaltung und fügt folgende Dokumente bei:

1° ein Auszug aus dem Strafregister, Muster 1, der nicht älter als drei Monate ist, oder ein entsprechendes ausländisches Dokument;

2° ein aktuelles Passfoto, auf dem das Gesicht vollständig sichtbar ist, auf neutralem Hintergrund, mit einer Breite von 35 mm und einer Höhe von 45 mm;

Bei der Einreichung eines Erneuerungsantrags wendet die Verwaltung das in Artikel 5 Paragraph 1 genannte Verfahren an. Wenn der Erneuerungsantrag gemäß Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 2 vollständig ist, trifft die Verwaltung innerhalb der in Artikel 5 Paragraph 2 genannten Frist einen begründeten Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung. Wenn innerhalb der vorgeschriebenen Frist kein Beschluss gefasst wird, kann der Begleitkandidat die Verwaltung auffordern, nochmals einen Beschluss zu fassen.

Die Verwaltung kann innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt dieser Aufforderung erneut entscheiden, ob sie den Begleitkandidaten zulässt oder nicht.

Das Ausbleiben eines Beschlusses gilt als Beschluss über die Gewährung der erneuerten Identifizierungskarte.

Die Verwaltung stellt die erneuerte Identifizierungskarte innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Datum des Beschlusses über die Gewährung aus. Die erneuerte Identifizierungskarte behält dieselbe einmalige Nummer wie die Identifizierungskarte, deren Gültigkeitsdauer abgelaufen ist.

Unterabschnitt 4 — Gebühren

Art. 8 - § 1. Der Antragsteller zahlt für einen Antrag auf Zulassung nach Artikel 4 eine Gebühr von 25 Euro an die Verwaltung. Diese Gebühr deckt die Verwaltungskosten und die Kosten für die nach diesem Erlass erforderliche Kontrolle. Sie wird im Falle der Einstellung des Verfahrens oder der Ablehnung des Antrags nicht zurückerstattet.

§ 2. Der Inhaber einer Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 zahlt ab dem 1. Januar des Jahres, das auf die Gewährung der Identifizierungskarte folgt, jährlich eine Gebühr von 25 Euro an die Verwaltung.

Die Aussetzung, der Entzug oder das Verfallen der Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 gemäß den Artikeln 7 und 11 führt nicht zu einer Rückerstattung der Gebühr.

§ 3. Der Minister legt die Zahlungsmodalitäten der Gebühren fest.

§ 4. Die im vorliegenden Artikel genannten Beträge werden jedes Jahr am 1. Januar unter Anwendung des Gesundheitsindex indiziert. Der Referenzindex ist der Index vom Monat Dezember 2021.

Bei der Indexierung wird das Ergebnis gegebenenfalls um maximal 0,50 Euro hinauf- bzw. maximal 0,49 Euro herabgesetzt, um eine ganze Zahl zu erhalten.

Unterabschnitt 5 — Entzug wegen Einstellung der Tätigkeit

Art. 9 - Bei Einstellung der Tätigkeit teilt der Begleiter, der Inhaber einer Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 ist, dies der Verwaltung innerhalb von zehn Werktagen nach dem Datum der Einstellung auf elektronischem Wege mit.

Die Verwaltung zieht die Identifizierungskarte des Begleiters ein, der seine Tätigkeiten eingestellt hat.

Unterabschnitt 6 - Anerkennung einer Zulassung, die von anderen zuständigen regionalen Behörden ausgestellt wurde

Art. 10 - Gültige Identifizierungskarten des Typs 1 oder des Typs 2 oder ein gleichwertiges Dokument, die von den zuständigen Behörden der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt ausgestellt wurden, werden in der Wallonischen Region anerkannt.

Unterabschnitt 7 - Entzug und Aussetzung

Art. 11 - § 1. Die Verwaltung kann beschließen, die Gültigkeit der Zulassung nach Anhörung des Inhabers der Zulassung für eine Dauer von mindestens acht Tagen und höchstens zwei Jahren auszusetzen, ohne dass der betreffende Begleiter Anspruch auf jegliche Entschädigung hat, wenn er:

1° unrichtige Angaben zu Daten macht, die für die Erteilung der Zulassung oder die Erneuerung der Identifizierungskarte erforderlich sind;

2° eine der in den Artikeln 2 und 3 genannten Voraussetzungen für die Erteilung der bestehenden Zulassung nicht mehr erfüllt;

3° die Informationen nicht innerhalb der in Artikel 6 Absatz 1 festgelegten Frist übermittelt;

4° die Jahresgebühr nicht fristgerecht zahlt;

5° die Identifizierungskarte missbräuchlich verwendet;

6° sich weigert, dem zuständigen Bediensteten die bei einer Kontrolle verlangte Identifizierungskarte vorzulegen.

Stellt die Verwaltung trotz einer Maßnahme zur Aussetzung gemäß Absatz 1 die fortdauernde Nichteinhaltung der im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen fest, so kann sie die Zulassung nach Anhörung des Inhabers der Zulassung entziehen.

§ 2. Wenn die Verwaltung beabsichtigt, eine der im vorliegenden Artikel genannten Maßnahmen zu ergreifen, teilt sie diese dem Inhaber der betreffenden Identifizierungskarte mit. Die Mitteilung kann ausschließlich auf elektronischem Wege an den Empfänger gesendet werden, sofern dieser seine freie, vorherige, spezifische und informierte Zustimmung gegeben hat, um Mitteilungen ausschließlich auf elektronischem Wege zu erhalten. Der Empfänger übermittelt seine Verteidigung innerhalb von dreißig Werktagen nach Erhalt der Mitteilung per Einschreiben an die Verwaltung.

Der Beschluss der Verwaltung, die Gültigkeit auszusetzen oder die Zulassung zu entziehen, wird innerhalb von dreißig Werktagen nach Eingang der schriftlichen Verteidigung oder, wenn keine schriftliche Verteidigung vorliegt, innerhalb von dreißig Werktagen nach Ablauf derselben Frist gefasst.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist und wenn kein Beschluss der Verwaltung vorliegt, gilt die Akte als ohne weitere Folge abgeschlossen.

Während des Zeitraums der Aussetzung der Gültigkeit oder des Entzugs der Zulassung darf keine Tätigkeit als Begleiter eines außergewöhnlichen Transports ausgeübt werden.

Unterabschnitt 8 — Prüfung und Praktikum

Art. 12 - Die Prüfung der theoretischen Kompetenz besteht aus einer schriftlichen Multiple-Choice-Prüfung in deutscher oder französischer Sprache. Sie bewertet die Kenntnisse in den in Anhang 1 aufgeführten Fächern.

Die Anmeldung zur Prüfung der theoretischen Kompetenz erfolgt elektronisch bei der Verwaltung.

Die Prüfer für die Prüfung der theoretischen Kompetenz sind von der Verwaltung bestimmte statutarische Bedienstete oder Vertragsbedienstete.

Die Verwaltung stellt die Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Prüfung aus.

Der Minister:

1° legt die Höhe der Anmeldegebühr für die Prüfung der theoretischen Kompetenz fest und bestimmt die Zahlungsmodalitäten;

2° bestimmt das Muster der Bescheinigung über das Bestehen der theoretischen Prüfung;

3° legt die Modalitäten der theoretischen Prüfung fest.

Art. 13 - § 1. Der Inhaber einer Identifizierungskarte des Typs 1, der eine Identifizierungskarte des Typs 2 erhalten möchte, absolviert das in Artikel 3 Ziffer 5 erwähnte Praktikum in einem in Artikel 16 Paragraph 1 erwähnten zugelassenen Begleitbetrieb.

Während des Praktikums wird der Praktikant stets von dem in Paragraph 2 genannten Begleitbetreuer begleitet. Der Praktikant übt unter der Aufsicht des Begleitbetreuers die Kompetenzen und Berechtigungen aus, die in der geltenden Gesetzgebung für außergewöhnliche Transporte vorgesehen sind.

§ 2. Der Begleitbetreuer verfügt seit mindestens einem Jahr über eine gültige Zulassung als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten des Typs 2, ohne dass er während dieses Zeitraums von einer Amtsenthebung betroffen war.

§ 3. Der Begleitbetreuer begleitet maximal zwei Praktikanten gleichzeitig. Er ist bei den praktischen Kursen anwesend und bildet jeden Praktikanten individuell aus.

Die Praktikanten eines Begleitbetreuers dürfen nicht mit demselben Transport fahren oder auf derselben Strecke arbeiten.

§ 4. Der Praktikant führt ein Formular mit der Bezeichnung "Praktikumsablauf" mit sich, dessen Muster vom Minister bestimmt wird.

Das in Absatz 1 genannte Formular enthält in chronologischer Reihenfolge die Daten zu den Transporten, denen der Praktikant gefolgt ist. Der Praktikant und der Begleitbetreuer unterschreiben das Formular mit den Angaben zum Ablauf des Praktikums nach jedem Transport.

Innerhalb einer Woche nach Abschluss des Praktikums übermittelt der Praktikant der Verwaltung das ordnungsgemäß unterzeichnete Formular auf elektronischem Wege. Bei Nichteinhaltung der in Artikel 3 Ziffer 5 genannten Bedingungen erklärt die Verwaltung innerhalb einer Frist von maximal dreißig Werktagen nach Erhalt des Formulars die in dem Formular angegebenen Praktikumsstunden für ungültig. Wenn die Verwaltung keine Praktikumsstunden für ungültig erklärt, endet das Praktikum.

Art. 14 - Der Kandidat, der nach mehreren Anfragen bei verschiedenen Begleitbetrieben nachweist, dass er keinen Praktikumsplatz finden kann, legt der Verwaltung einen Brief mit dem schriftlichen Nachweis seiner Bemühungen vor. In diesem Fall bestimmt der Minister oder sein Beauftragter unter Berücksichtigung der organisatorischen und finanziellen Möglichkeiten der oben genannten Betriebe einen Begleitbetrieb, damit der Praktikumsbewerber das Praktikum durchführen kann.

Art. 15 - Der Minister legt die Modalitäten für die Fortbildung der Begleiter fest.

Abschnitt 2 — Der Begleitbetrieb

Unterabschnitt 1 — Zulassung des Begleitbetriebs

Art. 16 - § 1. Jeder Begleitbetrieb von außergewöhnlichen Transporten verfügt über eine gültige Zulassung.

§ 2. Um als Begleitbetrieb zugelassen zu werden, muss der Betrieb die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° ein Betrieb gemäß der Definition in Artikel I.1 Absatz 1 Ziffer 1 des Wirtschaftsgesetzbuches sein;

2° durch eine gültige Haftpflichtversicherung abgedeckt sein, die bei einem zugelassenen Versicherungsunternehmen abgeschlossen wurde und deren Deckungsumfang die folgenden Leistungen bezeichnet:

a) die versicherte Haftpflicht ist diejenige, die sich aus der Durchführung der Begleitung des außergewöhnlichen Transports ergibt;

b) die geografische Abdeckung umfasst mindestens das gesamte Gebiet der Wallonischen Region;

c) es gibt keine Beschränkung hinsichtlich des Umfangs des zu begleitenden Transports;

d) es gibt keine Beschränkung hinsichtlich der auszuführenden Manöver.

§ 3. Der Minister kann zusätzliche Bedingungen in Bezug auf die in Paragraph 2 Ziffer 2 erwähnte Versicherung angeben.

§ 4. Der zugelassene Begleitbetrieb stellt einen oder mehrere Begleiter zur Verfügung, die die Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf erfüllen und die Zulassung gemäß Artikel 5 Paragraph 3 besitzen.

Unterabschnitt 2 — Zulassungsantrag

Art. 17 - Der Antrag enthält:

1° wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist: den Namen und Vornamen, die Anschrift und die Betriebsnummer der natürlichen Person;

2° wenn der Antragsteller eine juristische Person ist: den Gesellschaftsnamen, die Rechtsstellung, die Anschrift des Gesellschaftssitzes und die Betriebsnummer;

3° die Kontaktdaten und gegebenenfalls die Website des Betriebs;

4° den Namen und Vornamen, die Nationalregisternummer und die Kontaktdaten des Vertreters des Betriebs.

Der Nachweis, dass eine Versicherung im Sinne von Artikel 16 Paragraph 2 Ziffer 2 abgeschlossen wurde, wird dem Zulassungsantrag beigefügt.

Der Zulassungsantrag und die Begleitdokumente werden der Verwaltung auf elektronischem Wege übermittelt.

Art. 18 - § 1. Die Verwaltung übermittelt innerhalb von fünf Werktagen ab dem Datum des Eingangs des Antrags und der Zahlung der Gebühr gemäß Artikel 20 Paragraph 1 auf elektronischem Wege eine Empfangsbestätigung und teilt dem Antragsteller mit demselben Schriftstück mit, ob sein Antrag vollständig oder unvollständig ist.

Die Akte gilt als vollständig, wenn sie alle in Artikel 17 genannten Unterlagen und Informationen enthält. Erfolgt keine Mitteilung innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist, gilt der Antrag als vollständig.

Wenn der Antragsteller nicht innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Datum der Mitteilung über die Unvollständigkeit des Antrags eine vollständige Akte übermittelt, wird der Antrag ohne weitere Bearbeitung klassiert.

§ 2. Die Verwaltung trifft spätestens dreißig Werktage nach dem Datum, an dem die Akte als vollständig betrachtet wird, einen begründeten Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung.

Wird innerhalb der vorgeschriebenen Frist kein Beschluss gefasst, kann der Begleitbetrieb die Verwaltung auffordern, noch einen Beschluss zu fassen.

Die Verwaltung kann innerhalb von vierzehn Tagen nach Erhalt dieser Aufforderung erneut entscheiden, ob sie den Begleitbetrieb zulässt oder nicht.

Das Ausbleiben eines Beschlusses gilt als Beschluss über die Erteilung der Zulassung.

§ 3. Die Verwaltung teilt jedem Betrieb eine einmalige Zulassungsnummer zu.

Art. 19 - Der zugelassene Begleitbetrieb teilt innerhalb von zehn Werktagen jede Änderung der Daten mit, die der Verwaltung im Rahmen des Zulassungsantrags gemäß Artikel 17 übermittelt wurden.

Der Begleitbetrieb teilt der Verwaltung innerhalb von 24 Stunden mit, dass er nicht mehr über eine Haftpflichtversicherung im Sinne von Artikel 16 Paragraph 2 Ziffer 2 verfügt. Die Verwaltung kann beschließen, die Zulassung zu entziehen.

Unterabschnitt 3 — Gebühren

Art. 20 - § 1. Der Antragsteller zahlt der Verwaltung für die Bearbeitung eines Zulassungsantrags nach Artikel 17 eine Gebühr von 75 Euro.

Die Gebühr deckt die Verwaltungskosten und die Kosten für die nach dem vorliegenden Erlass erforderliche Kontrolle. Die Gebühr wird im Falle der Einstellung des Verfahrens oder der Ablehnung des Zulassungsantrags nicht zurückerstattet.

§ 2. Jeder Begleitbetrieb, der über eine Zulassung verfügt, zahlt ab dem 1. Januar des Jahres, das auf die Erteilung der Zulassung folgt, jährlich eine Gebühr von 75 Euro an die Verwaltung.

Die Aussetzung oder der Entzug der Zulassung gemäß Artikel 23 führt nicht zu einer Rückerstattung der Gebühr.

§ 3. Der Minister legt die Modalitäten für die Zahlung der Gebühren fest.

§ 4. Die im vorliegenden Artikel genannten Beträge werden jedes Jahr am 1. Januar unter Anwendung des Gesundheitsindex indiziert. Der Referenzindex ist der Index vom Monat Dezember 2021.

Bei der Indexierung wird das Ergebnis gegebenenfalls um maximal 0,50 Euro hinauf- bzw. maximal 0,49 Euro herabgesetzt, um eine volle Zahl zu erhalten.

Unterabschnitt 4 — Entzug wegen Einstellung der Tätigkeit

Art. 21 - Bei freiwilliger oder gerichtlicher Einstellung der Tätigkeit teilt der zugelassene Begleitbetrieb dies der Verwaltung innerhalb von zehn Werktagen nach dem Datum der Einstellung auf elektronischem Wege mit.

Die Verwaltung entzieht jedem Begleitbetrieb, der seine Tätigkeiten einstellt, die Zulassung.

Unterabschnitt 5 — Anerkennung

Art. 22 - Die von den zuständigen Behörden der Flämischen Region oder der Region Brüssel-Hauptstadt zugelassenen Begleitbetriebe, die über eine gültige Zulassung verfügen, werden auch in der Wallonischen Region als Begleitbetriebe anerkannt.

Unterabschnitt 6 — Entzug und Aussetzung

Art. 23 - § 1. Die Verwaltung kann beschließen, die Gültigkeit der Zulassung nach Anhörung des Inhabers der Zulassung für eine Dauer von mindestens acht Tagen und höchstens zwei Jahren auszusetzen oder die Zulassung des Begleitbetriebs zu entziehen, ohne dass der Begleitbetrieb Anspruch auf jegliche Entschädigung hat, wenn er:

1° unrichtige Angaben zu Daten macht, die für den Erhalt der Zulassung erforderlich sind;

2° eine der in Artikel 16 Paragraph 2 genannten Voraussetzungen nicht mehr erfüllt;

3° die Informationen nicht innerhalb der in Artikel 19 und 21 vorgesehenen Fristen übermittelt;

4° die Jahresgebühr nicht fristgerecht zahlt;

5° eine Zulassung missbräuchlich verwendet;

6° sich weigert, bei einer Kontrolle Dokumente, Schriftstücke oder Urkunden vorzulegen, die im Zusammenhang mit der Zulassung des Begleitbetriebs nützlich sind;

7° Tätigkeiten zur Begleitung eines außergewöhnlichen Transports ausüben lässt, für die der Begleiter nicht die vorgeschriebene Identifizierungskarte besitzt.

Stellt die Verwaltung trotz einer Maßnahme zur Aussetzung gemäß Absatz 1 die fortdauernde Nichteinhaltung der im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen fest, so kann sie die Zulassung nach Anhörung des betreffenden Betriebs entziehen.

§ 2. Wenn die Verwaltung beabsichtigt, eine der im vorliegenden Artikel genannten Maßnahmen zu ergreifen, teilt sie diese dem betreffenden Begleitbetrieb mit. Die Mitteilung kann ausschließlich auf elektronischem Wege an den Empfänger gesendet werden, sofern dieser seine freie, vorherige, spezifische und informierte Zustimmung gegeben hat, um Mitteilungen ausschließlich auf elektronischem Wege zu erhalten. Der Empfänger übermittelt seine Verteidigung innerhalb von dreißig Werktagen nach Erhalt der Mitteilung per Einschreiben an die Verwaltung.

Der Beschluss der Verwaltung, die Gültigkeit auszusetzen oder die Zulassung zu entziehen, wird innerhalb von dreißig Werktagen nach Eingang der schriftlichen Verteidigung oder, wenn keine schriftliche Verteidigung vorliegt, innerhalb von dreißig Werktagen nach Ablauf derselben Frist gefasst.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist und wenn kein Beschluss der Verwaltung vorliegt, gilt die Akte als ohne weitere Folge abgeschlossen.

Während des Zeitraums der Aussetzung der Gültigkeit oder des Entzugs der Zulassung darf keine Begleittätigkeit eines außergewöhnlichen Transports ausgeübt werden.

KAPITEL 3 — Anerkennung der Berufsqualifikationen

Art. 24 - § 1. Jede Person, die die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Europäischen Union sowie jedes anderen Staates besitzt, für den die Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen gilt, und die ihre Berufsqualifikationen als Begleiter in einem anderen Mitgliedstaat als Belgien erhalten hat, kann ihre Berufsqualifikationen von der Verwaltung anerkennen lassen, um die Tätigkeit des Begleiters von außergewöhnlichen Transporten in der Wallonischen Region auszuüben.

§ 2. Der Antragsteller fügt dem Antrag nach Artikel 4 Absatz 1 und 2 die folgenden Dokumente bei:

1° ein Nachweis der Staatsangehörigkeit;

2° ein Auszug aus dem Strafregister, der nicht älter als drei Monate ist und dem in Belgien ausgestellten Muster 1 entspricht;

3° eine Kopie der Bescheinigung der beruflichen Kompetenz oder des Ausbildungsnachweises, der den Zugang zum Beruf des Begleiters von außergewöhnlichen Transporten ermöglicht, sowie, in den Fällen, die in Artikel 15 Paragraph 2 des Gesetzes vom 12. Februar 2008 zur Einführung eines allgemeinen Rahmens für die Anerkennung von EU-Berufsqualifikationen genannt sind, die Bescheinigung der Berufserfahrung des Begleitkandidaten;

4° ein aktuelles Passfoto, auf dem das Gesicht vollständig sichtbar ist, auf neutralem Hintergrund, mit einer Breite von 35 mm und einer Höhe von 45 mm;

5° eine Kopie des gültigen Führerscheins der Kategorie B, B+E, C, C+E, D, D+E oder A.

Art. 25 - Die gleichen Fristen, Formalitäten und Verfahren wie in Artikel 5 gelten für den Antrag auf Anerkennung der Berufsqualifikationen als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten.

Art. 26 - Wenn gemäß Artikel 15 des Gesetzes vom 12. Februar 2008 zur Einführung eines allgemeinen Rahmens für die Anerkennung von EU-Berufsqualifikationen die Verwaltung die Berufsqualifikationen des Antragstellers anerkennt, wird eine Zulassung als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten des Typs 1 oder des Typs 2 erteilt, um Zugang zu demselben Beruf zu erhalten, für den er im Herkunftsmitgliedstaat qualifiziert ist, und um den Beruf unter denselben Bedingungen wie die in der Wallonischen Region ermächtigten Begleiter von außergewöhnlichen Transporten auszuüben.

In den Fällen und unter den Bedingungen, die in Artikel 16 desselben Gesetzes genannt sind, kann die Verwaltung jedoch vom Antragsteller verlangen, dass er ein Anpassungspraktikum von höchstens drei Jahren absolviert oder sich einer Eignungsprüfung unterzieht, deren Modalitäten vom Minister festgelegt werden.

KAPITEL 4 — Register und Verarbeitung der personenbezogenen Daten

Art. 27 - § 1. Die Verwaltung führt ein Register der zugelassenen Begleitbetriebe und Begleiter. Dieses Register hat die Form einer computergestützten Datenbank, die die in Paragraph 2 genannten Daten und Informationen so strukturiert, dass sie leicht verarbeitet und wiedergefunden werden können.

§ 2. Das Register enthält die folgenden Daten:

1° den Antrag auf Zulassung gemäß Artikel 4;

2° den Auszug aus dem Strafregister, Muster 1, der nicht älter als drei Monate ist, oder ein entsprechendes ausländisches Dokument gemäß Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 1, Artikel 7 Absatz 3 Ziffer 1 und Artikel 24 Paragraph 2 Ziffer 2;

3° ein aktuelles Passfoto des Begleiters, auf dem das Gesicht vollständig sichtbar ist, auf neutralem Hintergrund, mit einer Breite von 35 mm und einer Höhe von 45 mm gemäß Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 2, Artikel 7 Absatz 3 Ziffer 2 und Artikel 24 Paragraph 2 Ziffer 4;

4° die Kopie des Führerscheins B+E, C, C+E, D, oder D+E, oder A, wie in Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 3 und Artikel 24 Paragraph 2 Ziffer 5 erwähnt;

5° die Kopie der Bescheinigung über das Bestehen der theoretischen Prüfung gemäß Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 4;

6° das Formular "Praktikumsablauf" gemäß Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 5 und Artikel 13 Paragraph 4;

7° den Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung der Zulassung gemäß Artikel 5 Paragraph 2;

8° die Nummer der Identifizierungskarte des Begleiters gemäß Artikel 5 Paragraph 3;

9° eine Kopie der Identifizierungskarte des Begleiters gemäß Artikel 5 Paragraph 3 und Artikel 7 Absatz 8;

10° die Mitteilung über die Änderung der Angaben gemäß Artikel 6 und 19;

11° die Mitteilung über die Einstellung der Tätigkeit gemäß Artikel 9 und 21;

12° den Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung gemäß Artikel 11;

13° die schriftliche Verteidigung gemäß Artikel 11 Paragraph 2 und Artikel 23 Paragraph 2;

- 14° den Antrag auf Anmeldung zur Prüfung gemäß Artikel 12 Absatz 2;
- 15° den Antrag auf Zulassung des Begleitbetriebs gemäß Artikel 17;
- 16° den Nachweis der Haftpflichtversicherung gemäß Artikel 17 Absatz 2;
- 17° den Beschluss über die Gewährung oder Ablehnung der Zulassung des Begleitbetriebs gemäß Artikel 18 Paragraf 2;
- 18° die Nummer der Zulassung des Begleitbetriebs gemäß Artikel 18 Paragraf 3;
- 19° den Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung gemäß Artikel 23;
- 20° den Nachweis der Staatsangehörigkeit gemäß Artikel 24 Paragraf 2 Ziffer 1;
- 21° die Kopie der Bescheinigung der Kompetenz, des Ausbildungsnachweises oder der Bescheinigung der Berufserfahrung gemäß Artikel 24 Paragraf 2 Ziffer 3;
- 22° den Namen des Begleitbetriebs, den Namen und Vornamen des Vertreters, die Kontaktdaten des Begleitbetriebs und die Betriebsnummer gemäß Artikel 28 Paragraf 1;
- 23° die Kopie der Bescheinigung der beruflichen Kompetenz als Wachperson - Begleitung von außergewöhnlichen Fahrzeugen, wie in Artikel 31 Paragraf 1 erwähnt.

§ 3. Die Daten werden gesammelt und aufbewahrt, um:

- 1° zu überprüfen, ob die Bedingungen für die Gewährung der Zulassung als Begleitbetrieb oder für die Gewährung oder Erneuerung der Zulassung des Begleiters erfüllt sind;
- 2° die Kontrolle und die Feststellung von Verstößen durch qualifizierte Bedienstete bei der tatsächlichen Ausübung der Tätigkeit der Begleitung von außergewöhnlichen Transporten gemäß Artikel 15 des Dekrets vom 4. April 2019 und den Artikeln 29 ff. des vorliegenden Erlasses auszuüben;
- 3° über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung des Begleitbetriebs oder des Begleiters zu entscheiden;
- 4° die Datenübermittlung zwischen den Regionen zum Zweck interregionaler Kontrollen, einschließlich der Feststellung von Verstößen, zu erleichtern;
- 5° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Verwaltung zum Zwecke der Analyse und Bewertung der allgemeinen Politik im Bereich der Begleitung von außergewöhnlichen Transporten zu ermöglichen.

§ 4. Der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen ist der für die Verarbeitung Verantwortliche im Sinne von Artikel 4 Buchstabe 7 der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 5. Die Daten des Registers sind den in den Artikeln 14, 17 und 27 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Bediensteten, den statutarischen Bediensteten oder Vertragsbediensteten der Verwaltung, die mit der Verwaltung und Instandhaltung des Registers beauftragt sind, über eine authentifizierte und rückverfolgbare Verbindung zugänglich.

§ 6. Die mit der Verwaltung und Instandhaltung des Registers betrauten statutarischen Bediensteten oder Vertragsbediensteten werden von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen benannt.

§ 7. Die Abfrage der Daten wird durch persönliche Zugriffsrechte geregelt, die jedem Nutzer des Registers entsprechend seiner Rolle bei der Datenverarbeitung gewährt werden.

§ 8. Die Daten werden gelöscht, sobald sie für die in Artikel 4, 7 Absatz 3, Artikel 12 Absatz 2, Artikel 17 Absatz 1, Artikel 24 Paragraf 2 und Artikel 31 Paragraf 1 genannten Vorgänge nicht mehr nützlich sind, und zwar spätestens sechs Monate nach dem Datum des Abschlusses des Verfahrens zur Gewährung, Erneuerung, der Aussetzung oder des Entzugs der Zulassung eines Begleiters oder eines Begleitbetriebs, es sei denn, vor Ablauf dieser Frist wurde ein Einspruch bei einem Verwaltungsgericht oder einem Rechtsprechungsorgan des gerichtlichen Standes eingelegt; in diesem Fall werden die Daten bis zur Vollstreckung eines rechtskräftigen Urteils aufbewahrt.

Art. 28 - § 1. Das Register enthält auch eine Liste der zugelassenen Begleitbetriebe. Diese Liste kann von Personen abgerufen werden, die einen Begleitbetrieb in Anspruch nehmen möchten, dessen finanzielle Kapazitäten und technische Kompetenzen von den wallonischen Verwaltungsbehörden geprüft und anerkannt wurden.

Die Liste der Begleitbetriebe enthält die folgenden Angaben:

- den Namen des Betriebs;
- den Namen und Vornamen des Vertreters des Betriebs;
- die Kontaktdaten des Betriebs;
- die Betriebsnummer.

§ 2. Die Begleitbetriebe werden von der in Absatz 1 genannten Liste ausgeschlossen, wenn die Zulassung aus den in den Artikeln 19, 21 und 23 genannten Gründen ausgesetzt oder entzogen wurde.

KAPITEL 5 — *Ermäßigte administrative Geldbuße, vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße und Einsprüche*

Abschnitt 1 — Qualifizierte Bedienstete

Art. 29 - Unbeschadet der Vorrechte, die ihnen im Rahmen der Ausübung ihres Auftrags durch Artikel 15 des Dekrets vom 4. April 2019 zu Zwecken der Kontrolle, der Suche, der Feststellung von Verstößen und der Identifizierung betroffener Personen verliehen werden, können die qualifizierten Bediensteten: 1° anordnen, die in Artikel 5 Paragraf 3 genannte Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 vorzulegen;

2° dem Begleiter verbieten, seine Tätigkeit als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten auszuüben. Um die Anwendung dieses Verbots zu gewährleisten, können die qualifizierten Bediensteten die in Ziffer 1 genannten Dokumente einbehalten.

Diese Maßnahme hat so lange Bestand, wie der Verstoß andauert.

Abschnitt 2 — Administrative Geldbußen

Art. 30 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sowie die Höhe der für diese Verstöße geltenden administrativen Geldbußen sind in Anlage 2 aufgeführt.

KAPITEL 6 — *Übergangsbestimmungen*

Art. 31 - § 1. Abweichend von Artikel 4 kann der Begleiter eines außergewöhnlichen Transports, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses über eine Bescheinigung der beruflichen Kompetenz als Wachperson - Begleitung von außergewöhnlichen Transporten verfügt, die gemäß Artikel 21*bis* des Königlichen Erlasses vom 21. Dezember 2006 über die Bedingungen in Bezug auf die Berufsausbildung und -erfahrung, die Bedingungen in Bezug auf die psychotechnische Untersuchung für die Ausübung einer leitenden oder ausführenden Funktion in einem Wachunternehmen oder einem internen Wachdienst und über die Zulassung der Ausbildungen ausgestellt wurde, diese durch eine Identifizierungskarte des Typs 2 austauschen, sofern er die in Artikel 3 Ziffer 2 bis 4 genannten Bedingungen erfüllt und der Antrag vor dem 1. Oktober 2023 an die Verwaltung übermittelt worden ist.

§ 2. Der in Paragraph 1 genannte Antrag und die in Artikel 4 Absatz 3 Ziffer 1 bis 3 genannten Dokumente, die dem Antrag beigefügt sind, werden der Verwaltung auf elektronischem Wege übermittelt.

§ 3. Wenn der Antrag und die in Paragraph 1 genannten Dokumente an die Verwaltung übermittelt werden, findet das in Artikel 5 genannte Verfahren Anwendung.

§ 4. Der Minister bestimmt das Muster und den Inhalt des Antrags auf Austausch der Bescheinigung der beruflichen Kompetenz als Wachperson - Begleitung von außergewöhnlichen Transporten.

Art. 32 - § 1. Ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses über eine Genehmigung für die Ausübung einer Tätigkeit als Begleitung von außergewöhnlichen Transporten gemäß Artikel 2 Paragraph 1 des Gesetzes vom 10. April 1990 zur Regelung der privaten und besonderen Sicherheit verfügt, kann im Gegenzug die Zulassung als Begleitbetrieb gemäß Artikel 18 erhalten, sofern er die in Artikel 16 Paragraph 2 genannten Bedingungen erfüllt und sofern der Antrag auf Zulassung vor dem 1. Oktober 2023 an die Verwaltung übermittelt wird.

§ 2. Der in Paragraph 1 genannte Antrag und das in Artikel 17 Absatz 2 genannte Dokument, das dem Antrag beigefügt ist, werden der Verwaltung auf elektronischem Wege übermittelt.

§ 3. Wenn der Antrag und die in Paragraph 1 genannten Dokumente an die Verwaltung übermittelt werden, findet das in Artikel 18 genannte Verfahren Anwendung.

KAPITEL 7 — *Schlussbestimmungen*

Art. 33 - In Kraft treten am 1. Januar 2023:

1° der Artikel 44 Paragraph 1 Ziffer 9 des Dekrets vom 4. April 2019;

2° der vorliegende Erlass, mit Ausnahme der Kapitel 4 und 5, die spätestens am 1. Januar 2025 in Kraft treten.

Art. 34 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Anhang 1

Prüfung der theoretischen Kompetenz

Die Prüfung der theoretischen Kompetenz umfasst die folgenden Bereiche:

1° den Königlichen Erlass vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße;

2° die Regelung für den Güterkraftverkehr;

3° die Regelung für außergewöhnliche Transporte;

4° angewandte Kenntnisse der Straßenverkehrsordnung;

5° Mittel und Methoden zur Begleitung von außergewöhnlichen Fahrzeugen.

Bewertung

Zum Bestehen der theoretischen Prüfung erforderliche Mindestpunktzahl: 60 % der Punkte.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2022 über die Begleitung der außergewöhnlichen Fahrzeuge beigefügt zu werden.

Namur, den 8. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Anhang 2

VERSTÖßE		REGELUNG	EINZUZIEHENDE SUMME	RISIKOKATEGORIE
A) Verstöße durch den Begleiter				
1a.	Der Begleiter begleitet einen außergewöhnlichen Transport, ohne Inhaber einer Identifizierungskarte zu sein.	EWR Artikel 5 Paragraph 3 Absatz 1.	3000 EUR	I
2a.	Der Begleiter begleitet einen außergewöhnlichen Transport, der mehr als ein Begleitfahrzeug mit einer Identifizierungskarte des Typs 1 erfordert.	EWR Artikel 5 Paragraph 3 Absatz 2.	3000 EUR	I
3a.	Der Begleiter verfügt über eine Identifizierungskarte, die jedoch nicht mehr gültig ist, weil:	EWR Artikel 7 Absatz 1, Artikel 9 und 11.	3000 EUR	I
	1. sie ausgesetzt wurde;			
	2. sie eingezogen wurde;			
	3. sie abgelaufen ist;			
	4. die Tätigkeit eingestellt wurde.			
4a.	Der Begleiter ist Inhaber einer Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2, trägt diese aber bei der Kontrolle nicht bei sich.	EWR Artikel 30 Paragraph 3 Ziffer 1.	70 EUR	III
5a.	Der Begleiter legt eine Identifizierungskarte des Typs 1 oder des Typs 2 vor, die falsch ist, die gefälscht oder zerstört wurde oder bei der die angegebenen Daten gefälscht oder zerstört wurden.	EWR Artikel 29.	4000 EUR	I
6a.	Der Begleiter eines außergewöhnlichen Transports verweigert die Kontrolle.	EWR Artikel 29.	3000 EUR	I
B) Verstöße durch den Begleitbetrieb				
1b.	Der Betrieb übt die Tätigkeit eines Begleitbetriebs für außergewöhnliche Transporte aus, ohne Inhaber einer Zulassung zu sein.	EWR Artikel 16 Paragraph 1.	4000 EUR	I
2b.	Der Betrieb verfügt über eine Zulassung, die jedoch nicht mehr gültig ist, weil:	EWR Artikel 21 und 23.	4000 EUR	I
	1. sie ausgesetzt wurde;			
	2. sie eingezogen wurde;			
	3. die Tätigkeit eingestellt wurde			
3b.	Der Begleitbetrieb stellt seinen Kunden Begleiter zur Verfügung, die nicht die Voraussetzungen für den Zugang zum Beruf erfüllen oder nicht im Besitz der erforderlichen Identifizierungskarte sind.	EWR Artikel 16 Paragraph 4.	5000 EUR	I

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. September 2022 über die Begleitung der außergewöhnlichen Fahrzeuge beigelegt zu werden.

Namur, den 8. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33687]

8 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, inzonderheid op de artikelen 8, 14 tot 18, 24 tot 34, 36 tot 43, 44, § 1, 9°, en 59, eerste lid;

Gelet op het rapport van 8 maart 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 januari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 september 2022;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 13 mei 2022;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 18 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, §4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de administratie: de Directie Reglementering Verkeersveiligheid en Wegencontrole van het Departement Regelgeving en Regulering van het Vervoer van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Mobiliteit;

3° het decreet van 4 april 2019: het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

4° de begeleidingsonderneming : elke door de administratie erkende onderneming die tot doel het uitzonderlijk vervoer te begeleiden teneinde de verkeersveiligheid te waarborgen en de doortocht van dit vervoer te vergemakkelijken

5° de begeleider: de bestuurder of de passagier van een begeleidingsvoertuig als bedoeld in artikel van het decreet van 4 april 2019;

6° het bevoegde personeelslid: het bevoegde personeelslid bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019;

7° de werkdag: een dag van de week buiten zaterdag en zondag of een wettelijk erkende feestdag.

HOOFDSTUK 2. — *Voorwaarden betreffende de begeleider van, en de begeleidingsonderneming voor het uitzonderlijk vervoer*

Afdeling 1. — De begeleider van het uitzonderlijk vervoer

Onderafdeling 1. — Voorwaarden om de begeleidingsactiviteit uit te oefenen

Art. 2. De kandidaat-begeleider wordt erkend als begeleider uitzonderlijk vervoer type 1 als hij voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij beschikt over een bekwaamheidsattest begeleider uitzonderlijk vervoer type 1 als vermeld in artikel 12, dat betrekking heeft op de vakken bedoeld in bijlage 1 , of over een gelijkwaardig attest afgeleverd door de bevoegde overheid van het Vlaams Gewest of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bedoeld in artikel 10;

2° hij is niet vervallen van het recht om een voertuig te besturen en is niet in het afgelopen jaar vervallen geweest van het recht om een motorvoertuig voor een periode van meer dan één maand;

3° hij is gedurende de laatste drie jaar niet bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing veroordeeld tot een gevangenisstraf of een andere straf wegens de volgende feiten en overtredingen:

a) diefstal, heling, afpersing, schending van vertrouwen, oplichting, doodslag, geweldpleging en opzettelijk letsel;

b) de overtredingen bedoeld in de artikelen 227, 280, 323, 324 en 324ter van het Wetboek van Strafrecht;

c) de overtreding van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

d) de overtreding van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie en de uitvoeringsbesluiten ervan;

e) de overtreding van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

4° hij wordt niet door een administratieve maatregel of door een rechterlijke of administratieve beslissing geschorst van het recht om een uitzonderlijk vervoer te begeleiden.

Art. 3. Een kandidaat-begeleider wordt erkend als begeleider uitzonderlijk vervoer type 2 als hij voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij is in het bezit van een geldige identificatiekaart type 1;

2° hij is niet vervallen van het recht om een voertuig te besturen en is niet in het afgelopen jaar vervallen geweest van het recht om een motorvoertuig voor een periode van meer dan één maand ;

3° hij is gedurende de laatste drie jaar niet bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing veroordeeld tot een gevangenisstraf of een andere straf wegens de volgende feiten:

a) diefstal, heling, afpersing, schending van vertrouwen, oplichting, doodslag, geweldpleging en opzettelijk letsel;

b) de overtredingen bedoeld in de artikelen 227, 280, 323, 324 en 324ter van het Wetboek van Strafrecht;

c) de overtreding van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen en de uitvoeringsbesluiten ervan;

d) de overtreding van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie en de uitvoeringsbesluiten ervan;

e) de overtreding van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

4° hij wordt niet door een administratieve maatregel of door een rechterlijke of administratieve beslissing geschorst van het recht om een uitzonderlijk vervoer te begeleiden.

5° hij loopt een stage in een erkende begeleidingsonderneming als bedoeld in artikel 16, §1, en cumuleert:

a) vijf uur observatie in de bestuurderscabine van het uitzonderlijk voertuig tijdens een uitzonderlijk vervoer waarvoor ten minste twee begeleidingsvoertuigen vereist zijn.

De doelstellingen van deze observatie zijn:

1. de moeilijkheden bij het besturen van een uitzonderlijk vervoer en de verschillende risico's van een uitzonderlijk vervoer te begrijpen;

2. de verschillende manoeuvres van de bestuurder te observeren;

3. de kijktechniek van de bestuurder uit te oefenen, rekening houdend met de dode hoeken;

b) tien uur daadwerkelijke uitoefening van de activiteiten als begeleider tijdens een uitzonderlijk vervoer dat de begeleiding van ten minste twee begeleidingsvoertuigen onder toezicht van en naast een gids/begeleider vereist;

c) over een totale afstand van honderd kilometer, autosnelwegen en wegen met vier of meer rijstroken waarvan ten minste twee voor elke verkeersrichting zijn voorbehouden en waarvan de toegestane maximumsnelheid meer dan zeventig kilometer per uur bedraagt niet meegerekend, de uitvoering van verkenning van trajecten voor ten minste één uitzonderlijk vervoer waarvoor een begeleiding van ten minste twee begeleidingsvoertuigen vereist is.

De verkenning van een traject omvat:

1. de route opstellen;

2. aanwezigheid van werven en obstakels controleren;

3. het terrein verkennen met foto's en opmetingen;

4. het dossier voor de aanvraag van de vergunning doornemen;

5. extra nota's voor de bestuurder en begeleiders van het konvooi opstellen.

Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

Art. 4. Om een erkenning te verkrijgen dient de kandidaat-begeleider langs elektronische weg een aanvraag voor een identificatiekaart type 1 of type 2 in bij de administratie.

De aanvraag bevat de volgende informatie over de kandidaat-begeleider:

1° zijn voor- en achternaam;

2° zijn geboortedatum;

3° zijn rijksregisternummer;

4° zijn adres;

5° zijn telefoonnummer en e-mailadres.

De kandidaat-begeleider voegt bij zijn aanvraag de volgende documenten:

1° een uittreksel uit het strafregister model 1 dat maximaal drie maanden oud is of een buitenlands equivalent;

2° een recente pasfoto waarop het gezicht volledig zichtbaar is, met neutrale achtergrond, met een breedte van 35 mm en een hoogte van 45 mm;

3° een kopie van het rijbewijs dat sedert ten minste drie jaar geldig is voor één of meer van de volgende categorieën: B, B+E, C, C+E, D, D+E, of A in het geval van een begeleider van een motorrijwiel, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° een kopie van het getuigschrift van het met goed gevolg afleggen van het theoretisch vaardigheidsexamen of een gelijkwaardig getuigschrift afgeleverd door de bevoegde dienst van het Vlaams Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, enkel voor de aanvrager van een identificatiekaart type 1;

5° het formulier "verloop van de stage", ondertekend door de stagiair en de gids/begeleider, enkel voor de aanvrager van een identificatiekaart type 2.

Art. 5. § 1. Binnen vijf werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag en de betaling van de in artikel 8, § 1 bedoelde retributie stuurt de administratie een elektronische ontvangstbevestiging en deelt zij de aanvrager in dezelfde handeling mee of de aanvraag volledig dan wel onvolledig is

Het dossier wordt als volledig beschouwd wanneer het alle in artikel 4 bedoelde documenten en gegevens bevat. Bij gebrek aan kennisgeving binnen de in lid 1 vastgestelde termijn wordt de aanvraag als volledig beschouwd.

Indien de aanvrager niet binnen 30 werkdagen na de datum van de kennisgeving van de onvolledigheid van de aanvraag een volledig dossier indient, wordt de aanvraag zonder gevolg afgesloten.

§ 2. De administratie neemt een met redenen omklede beslissing tot toekenning of weigering van de aanvraag, uiterlijk dertig werkdagen na de datum waarop het dossier volledig wordt geacht.

Indien binnen de gestelde termijn geen beslissing is genomen, kan de kandidaat-begeleider de administratie verzoeken een nieuwe beslissing te nemen.

De administratie beschikt over een termijn van veertien dagen na ontvangst van dit verzoek om te beslissen of zij de kandidaat-begeleider al dan niet erkent.

Het gebrek aan beslissing geldt als beslissing tot toekenning van de erkenning.

§ 3. Bij het verlenen van de erkenning geeft de administratie de identificatiekaart type 1 of type 2 af. Elke identificatiekaart heeft een uniek nummer.

De identificatiekaart type 1 maakt het mogelijk een uitzonderlijk vervoer te begeleiden waarvoor alleen een begeleidingsvoertuig nodig is.

De identificatiekaart type 2 maakt het mogelijk elk uitzonderlijk vervoer te begeleiden.

§ 4. De Minister stelt de voorwaarden voor de afgifte en de modellen van de identificatiekaarten type 1 of type 2 vast.

Art. 6. De kandidaat-begeleider of de begeleider deelt binnen tien werkdagen alle wijzigingen mee in de gegevens die aan de administratie zijn meegedeeld bij de aanvraag of de vernieuwing van de identificatiekaart type 1 of type 2 of bij de erkenning van beroepskwalificaties als bedoeld in artikel 24.

In geval van veroordeling bij wijze van hoofdstraf tot verval van het recht tot sturen gedurende één maand, zoals bedoeld in de artikelen 2, 2° en 3, 2°, of van een strafrechtelijke veroordeling bedoeld in de artikelen 2, 3° en 3, 3°, wordt de erkenning door de administratie ingetrokken.

Onderafdeling 3. — Geldigheid en vernieuwing van de identificatiekaart

Art. 7. De identificatiekaart type 1 of type 2 heeft een geldigheidsduur van vijf jaar, te rekenen vanaf 1 januari volgend op het jaar waarin zij is afgegeven.

De identificatiekaart type 1 of type 2 is hernieuwbaar op voorwaarde dat de houder ten minste drie maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur een aanvraag indient bij de administratie.

De aanvrager dient de hernieuwingsaanvraag elektronisch in bij de administratie en voegt de volgende documenten bij:

1° een uittreksel uit het strafregister model 1 dat maximaal drie maanden oud is of een buitenlands equivalent;

2° een recente pasfoto waarop het gezicht volledig zichtbaar is, met neutrale achtergrond, met een breedte van 35 mm en een hoogte van 45 mm;

Bij de indiening van een aanvraag tot hernieuwing past de administratie de procedure toe bedoeld in artikel 5, § 1. Indien de aanvraag tot hernieuwing volledig is overeenkomstig artikel 5, § 1, tweede lid, neemt de administratie een met redenen omklede beslissing tot toekenning of weigering van de aanvraag binnen de termijn bedoeld in artikel 5, § 2. Indien binnen de termijn geen besluit is genomen, kan de kandidaat-begeleider de administratie verzoeken een nieuwe beslissing te nemen.

De administratie beschikt over een termijn van veertien dagen na ontvangst van dit verzoek om te beslissen of zij de kandidaat-begeleider al dan niet erkent.

Het gebrek aan beslissing geldt als beslissing tot toekenning van de hernieuwde identificatiekaart.

De administratie verstrekt de vernieuwde identificatiekaart binnen 15 werkdagen vanaf de datum van de toekenningsbeslissing. De vernieuwde identificatiekaart behoudt hetzelfde unieke nummer als de identificatiekaart waarvan de geldigheidsduur is verstreken.

Onderafdeling 4. — Retributies

Art. 8. § 1. De aanvrager betaalt de administratie een retributie van 25 EUR voor een aanvraag tot erkenning als bedoeld in artikel 4. Deze retributie dekt de administratieve kosten en de kosten van de krachtens dit besluit vereiste controles. Het wordt niet terugbetaald indien de aanvraag wordt afgesloten of geweigerd. Ze wordt niet terugbetaald indien de aanvraag zonder gevolg wordt afgesloten of geweigerd.

§ 2. De houder van een identificatiekaart type 1 of type 2 betaalt vanaf 1 januari van het jaar volgend op de afgifte van de identificatiekaart een jaarlijkse bijdrage van 25 euro aan de administratie.

Schorsing, intrekking of verval van de in de artikelen 7 en 11 bedoelde identificatiekaart type 1 of type 2 geeft geen aanleiding tot terugbetaling van de retributie.

§ 3. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de retributies.

§ 4. De bedragen vermeld in dit artikel worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari met toepassing van het gezondheidsindexcijfer. De referentie-index is die van de maand december 2021.

Bij indexering wordt het resultaat, indien nodig, verhoogd met maximaal 0,50 euro of verlaagd met maximaal 0,49 euro om een geheel getal te verkrijgen.

Onderafdeling 5. — Terugtrekking wegens beëindiging van de activiteit

Art. 9. In geval van beëindiging van de activiteit stelt de begeleider die houder is van een identificatiekaart type 1 of type 2 de administratie daarvan langs elektronische weg in kennis binnen tien werkdagen na de datum van beëindiging.

De administratie trekt de identificatiekaart in van de begeleider die zijn activiteiten staakt.

Onderafdeling 6.- Erkenning van de door de andere gewestelijke bevoegde overheden verleende erkenning

Art. 10. De geldige identificatiekaarten type 1 of type 2 of elk gelijkwaardig document, afgegeven door de bevoegde overheden van het Vlaams Gewest of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, worden in het Waals Gewest erkend.

Onderafdeling 7. — Intrekking en opschorting

Art. 11. § 1. De administratie kan besluiten de geldigheid van de erkenning op te schorten, na de erkenningshouder te hebben gehoord, voor een periode van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar, zonder dat de betrokken begeleider aanspraak kan maken op enige vergoeding, indien laatstgenoemde:

1° onjuiste inlichtingen verstrekt over gegevens die noodzakelijk zijn voor de toekenning van de erkenning of de vernieuwing van de identificatiekaart;

2° niet langer voldoet aan een van de voorwaarden voor de afgifte van de bestaande erkenning als bedoeld in de artikelen 2 en 3;

3° de informatie niet verstrekt binnen de in artikel 6, eerste lid, gestelde termijn;

4° de jaarlijkse retributie niet op tijd betaalt;

5° misbruik maakt van de identificatiekaart;

6° weigert bij een controle de door het bevoegde personeelslid gevraagde identificatiekaart voor te leggen.

Indien de administratie, ondanks een opschortende maatregel als bedoeld in lid 1, vaststelt dat de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden nog steeds niet zijn nageleefd, kan zij de erkenning intrekken nadat zij de houder van de erkenning heeft gehoord.

§ 2. Wanneer de administratie voornemens is een van de in dit artikel bedoelde maatregelen te nemen, stelt zij de houder van de betrokken identificatiekaart daarvan in kennis. De kennisgeving kan uitsluitend langs elektronische weg aan de geadresseerde worden toegezonden indien deze zijn vrije, voorafgaande, specifieke en geïnformeerde toestemming heeft gegeven om mededelingen uitsluitend langs elektronische weg te ontvangen. Deze zendt zijn verweerschrift per aangetekend schrijven aan de administratie binnen dertig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving.

De beslissing van de administratie om de geldigheid op te schorten of de erkenning in te trekken wordt genomen binnen 30 werkdagen na de datum van ontvangst van het schriftelijk verweerschrift, dan wel, bij gebreke van een schriftelijk verweerschrift, binnen 30 werkdagen na het verstrijken van die termijn.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn en bij gebreke van een beslissing van de administratie wordt de zaak geacht te zijn afgesloten zonder verder gevolg.

Tijdens de periode van schorsing van de geldigheid of intrekking van de erkenning mag geen enkele activiteit als begeleider van een uitzonderlijk vervoer worden verricht.

Onderafdeling. — Examen en stage

Art. 12. Het theoretisch vaardigheidsexamen heeft de vorm van een schriftelijk meerkeuzetoets in het Frans of Duits. Het beoordeelt de kennis van de in bijlage 1 genoemde vakken.

Inschrijving voor het theoretische vaardigheidsexamen geschiedt elektronisch bij de administratie.

De examinatoren voor het theoretisch vaardigheidsexamen zijn statutaire personeelsleden of contractuele personeelsleden die door de administratie worden aangewezen.

De administratie geeft het attest van slagen uit.

De Minister:

1° bepaalt het bedrag van het inschrijvingsgeld voor het theoretisch vaardigheidsexamen en stelt de betalingsvoorwaarden vast;

2° bepaalt het model van het attest van slagen voor het theoretisch examen;

3° bepaalt de modaliteiten van het praktisch examen.

Art. 13. § 1. De houder van een identificatiekaart type 1 die een identificatiekaart type 2 wenst te verkrijgen, loopt de in artikel 3, 5° bedoelde stage in een erkende begeleidingsonderneming als bedoeld in artikel 16, § 1.

Tijdens de stage wordt de stagiair altijd begeleid door de in § 2 bedoelde gids/begeleider. Onder toezicht van de begeleider oefent de stagiair de vaardigheden en bevoegdheden uit waarin de geldende wetgeving inzake uitzonderlijk vervoer voorziet.

§ 2. De gids/begeleider heeft een geldige erkenning als begeleider voor uitzonderlijk vervoer van type 2 sinds ten minste één jaar, zonder dat hij in die periode geschorst is geweest.

§ 3. De gids/begeleider begeleidt maximaal twee stagiairs tegelijk. Hij is aanwezig bij de praktijklessen en leidt elke stagiair individueel op.

Stagiairs van dezelfde gids/begeleider mogen niet hetzelfde vervoer volgen of op hetzelfde traject werken.

§ 4. De stagiair houdt een formulier bij, "verloop van de stage" genaamd, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld.

Het in lid 1 bedoelde formulier bevat de gegevens van het vervoer dat de stagiair in chronologische volgorde heeft verricht. De stagiair en de gids/begeleider ondertekenen na elk transport het formulier met het verloop van de stage

Binnen een week na beëindiging van de stage dient de stagiair het naar behoren ondertekende formulier elektronisch bij de administratie in te dienen. Bij niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, 5°, verklaart de administratie de in het formulier opgegeven stage-uren ongeldig binnen een termijn van ten hoogste 30 werkdagen na ontvangst van het formulier. Indien de administratie geen stage-uren ongeldig verklaart, eindigt de stage.

Art. 14. Een kandidaat die na verscheidene verzoeken bij verschillende begeleidingsondernemingen aantoonde dat hij geen stageplaats kan vinden, dient bij de administratie een brief in, vergezeld van schriftelijke bewijsstukken van zijn inspanningen. In dat geval wijst de Minister of zijn afgevaardigde een begeleidingsonderneming aan, rekening houdend met de organisatorische en financiële mogelijkheden van de bovengenoemde ondernemingen, opdat de stagiair de stage kan voltooien.

Art. 15. De Minister stelt de modaliteiten vast voor de omscholing van begeleiders

Afdeling. — Ondernemingsbegeleiding

Onderafdeling 1. — Erkenning van de ondernemingsbegeleiding

Art. 16. § 1. Elke onderneming die uitzonderlijk vervoer begeleidt, heeft een geldige erkenning

§ 2. Om als begeleidingsonderneming erkend te worden, vervult de onderneming de volgende voorwaarden:

1° een onderneming zijn in de zin van artikel I.1, eerste lid, 1° van het Wetboek van Economisch Recht ;

2° gedekt zijn door een geldige verzekeringspolis burgerlijke aansprakelijkheid, afgesloten bij een erkende verzekeraar, waarvan de dekkingsgraad de volgende waarborgen biedt:

a) de verzekerde burgerlijke aansprakelijkheid is die welke voortvloeit uit de uitvoering van de begeleiding van het uitzonderlijk vervoer;

b) de geografische dekking ten minste het gehele grondgebied van het Waals Gewest omvat

c) er geldt geen beperking voor de omvang van het vervoer dat moet worden begeleid;

d) er zijn geen beperkingen aan de uit te voeren manoeuvres.

§ 3. De Minister kan de bijkomende voorwaarden betreffende de in paragraaf 2, 2°, bedoelde verzekering bepalen.

§ 4. De begeleidingsonderneming stelt één of meerdere begeleiders ter beschikking die voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot het beroep en die de in artikel 5, § 3 bedoelde erkenning hebben.

Onderafdeling 2. — Erkenningsaanvraag

Art. 17. De aanvraag vermeldt de volgende gegevens:

1° indien de aanvrager een natuurlijke persoon is: de naam en voornaam, het adres en het ondernemingsnummer van de natuurlijke persoon;

2° in de aanvrager een rechtspersoon is: de firmanaam, de rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel en het ondernemingsnummer;

3° de contactgegevens en de eventuele website van de onderneming;

4° de naam en voornaam, het rijksregisternummer en de contactgegevens van de vertegenwoordiger van de onderneming.

Het bewijs dat een verzekering als bedoeld in artikel 16, § 2, 2°, is afgesloten, wordt bij erkenningsaanvraag gevoegd.

De erkenningsaanvraag en de daarbij gevoegde documenten worden elektronisch aan de administratie toegezonden.

Art. 18. § 1. Binnen vijf werkdagen na de datum van ontvangst van de aanvraag en de betaling van de in artikel 20, § 1 bedoelde retributie stuurt de administratie een elektronische ontvangstbevestiging en deelt zij de aanvrager in dezelfde handeling mee of de aanvraag volledig dan wel onvolledig is.

Het dossier wordt als volledig beschouwd wanneer het alle in artikel 17 bedoelde documenten en gegevens bevat. Bij gebrek aan kennisgeving binnen de in lid 1 vastgestelde termijn wordt de aanvraag als volledig beschouwd.

Indien de aanvrager niet binnen 30 werkdagen na de datum van de kennisgeving van de onvolledigheid van de aanvraag een volledig dossier indient, wordt de aanvraag zonder gevolg afgesloten.

§ 2. De administratie neemt een met redenen omklede beslissing tot toekenning of weigering van de aanvraag, uiterlijk dertig werkdagen na de datum waarop het dossier volledig wordt geacht.

Indien binnen de gestelde termijn geen beslissing is genomen, kan de begeleidingsonderneming de administratie verzoeken een nieuwe beslissing te nemen.

De administratie beschikt over een termijn van veertien dagen na ontvangst van dit verzoek om te beslissen of zij de begeleidingsonderneming al dan niet erkent.

Het gebrek aan beslissing geldt als beslissing tot toekenning van de erkenning.

§3. De administratie kent aan elke onderneming een uniek erkenningsnummer toe.

Art. 19. De erkende begeleidingsonderneming deelt binnen tien werkdagen elke wijziging mee in de gegevens die bij de in artikel 17 bedoelde erkenningsaanvraag aan de administratie zijn verstrekt.

De begeleidingsonderneming deelt de administratie binnen 24 uur mee dat ze niet langer beschikt over een aansprakelijkheidsverzekering als bedoeld in artikel 16, § 2, 2°. De administratie kan besluiten de erkenning in te trekken.

Onderafdeling 3. — Retributies

Art. 20. § 1. De aanvrager betaalt de administratie een retributie van 75 EUR voor de behandeling van een aanvraag om goedkeuring als bedoeld in artikel 17.

De retributie dekt de in het kader van dit besluit vereiste administratieve en controlekosten. De retributie wordt niet terugbetaald indien de erkenningsaanvraag wordt afgesloten of geweigerd.

§ 2. Elke begeleidingsaanvraag met een erkenning moet een jaarlijkse retributie van 75 euro betalen aan de administratie vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de erkenning werd verleend.

Schorsing of intrekking van de in artikel 23 bedoelde erkenning geeft geen aanleiding tot terugbetaling van de retributie.

§ 3. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de retributies.

§ 4. De bedragen vermeld in dit artikel worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari met toepassing van het gezondheidsindexcijfer. De referentie-index is die van de maand december 2021.

Bij indexering wordt het resultaat, indien nodig, verhoogd met maximaal 0,50 euro of verlaagd met maximaal 0,49 euro om een geheel getal te verkrijgen.

Onderafdeling 4. — Terugtrekking wegens beëindiging van de activiteit

Art. 21. In geval van vrijwillige of gerechtelijke beëindiging van de activiteit stelt de erkende begeleidingsonderneming de administratie daarvan langs elektronische weg in kennis binnen tien werkdagen na de datum van beëindiging.

De administratie trekt de erkenning in van elke begeleidingsonderneming die haar activiteiten staakt.

Onderafdeling 5. — Erkenning

Art. 22. Begeleidingsondernemingen die zijn erkend door de bevoegde overheden van het Vlaams Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die over een geldige erkenning beschikken, worden ook in het Waals Gewest als begeleidingsondernemingen erkend.

Onderafdeling 6. — Intrekking en schorsing

Art. 23. § 1. De administratie kan besluiten de geldigheid van de erkenning op te schorten, na de erkenningshouder te hebben gehoord, voor een periode van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar of de erkenning van de begeleidingsonderneming in te trekken, zonder dat de begeleidingsonderneming aanspraak kan maken op enige vergoeding, indien laatstgenoemde:

- 1° onjuiste informatie verstrekt over voor goedkeuring vereiste gegevens;
- 2° niet langer voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 16, § 2;
- 3° de informatie niet verstrekt binnen de in de artikelen 19 en 21 gestelde termijn;
- 4° de jaarlijkse retributie niet op tijd betaalt;
- 5° oneigenlijk gebruik maakt van een erkenning;
- 6° weigert tijdens een controle enig document, papier of titel te tonen die relevant is voor de erkenning van de begeleidingsonderneming;
- 7° activiteit als begeleider van een uitzonderlijk vervoer laat verrichten waarvoor de begeleider niet over de vereiste identificatiekaart beschikt.

Indien de administratie, ondanks een opschortende maatregel als bedoeld in lid 1, vaststelt dat de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden nog steeds niet zijn nageleefd, kan zij de erkenning intrekken nadat zij de begeleidingsonderneming heeft gehoord.

§ 2. Wanneer de administratie voornemens is een van de in dit artikel bedoelde maatregelen te nemen, stelt zij de houder van de betrokken identificatiekaart daarvan in kennis. De kennisgeving kan uitsluitend langs elektronische weg aan de geadresseerde worden toegezonden indien deze zijn vrije, voorafgaande, specifieke en geïnformeerde toestemming heeft gegeven om mededelingen uitsluitend langs elektronische weg te ontvangen. Deze zendt zijn verweerschrift per aangetekend schrijven aan de administratie binnen dertig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving.

De beslissing van de administratie om de geldigheid op te schorten of de erkenning in te trekken wordt genomen binnen 30 werkdagen na de datum van ontvangst van het schriftelijk verweerschrift, dan wel, bij gebreke van een schriftelijk verweerschrift, binnen 30 werkdagen na het verstrijken van die termijn.

Na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn en bij gebreke van een beslissing van de administratie wordt de zaak geacht te zijn afgesloten zonder verder gevolg.

Tijdens de periode van schorsing van de geldigheid of intrekking van de erkenning mag geen enkele activiteit als begeleider van een uitzonderlijk vervoer worden verricht.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenning van de beroepskwalificaties*

Art. 24. § 1. Elke persoon die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie en van elke andere staat waarop Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties van toepassing is, en die zijn beroepskwalificaties als begeleider heeft behaald in een andere lidstaat dan België, kan zijn beroepskwalificaties door de administratie laten erkennen met het oog op het uitoefenen van de activiteit van begeleider van uitzonderlijk vervoer in het Waals Gewest.

§ 2. De aanvrager voegt bij de in artikel 4, eerste lid en tweede lid, bedoelde aanvraag de volgende documenten:

- 1° een bewijs van nationaliteit;
- 2° een uittreksel uit het strafregister, niet ouder dan drie maanden, gelijkwaardig aan het in België afgegeven model 1;
- 3° een kopie van het getuigschrift van vakbekwaamheid of van de opleidingstitel die toegang geeft tot het beroep van begeleider van uitzonderlijk vervoer, alsook, in de gevallen bedoeld in artikel 15, § 2, van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties, het getuigschrift van beroepservaring van de kandidaat-begeleider;
- 4° een recente pasfoto waarop het gezicht volledig zichtbaar is, met neutrale achtergrond, met een breedte van 35 mm en een hoogte van 45 mm;
- 5° een kopie van een geldig rijbewijs van de categorieën B, B+E, C, C+E, D, D+E, of A.

Art. 25. Dezelfde termijnen, formaliteiten en procedures van artikel 5 zijn van toepassing op voor de aanvraag tot erkenning van beroepskwalificaties als begeleider van het uitzonderlijk vervoer.

Art. 26. Indien de administratie, overeenkomstig artikel 15 van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties, de beroepskwalificaties van de aanvrager erkent, wordt een erkenning als uitzonderlijk vervoersbegeleider type 1 of type 2 toegekend, teneinde toegang te krijgen tot hetzelfde beroep als dat waarvoor hij in de lidstaat van oorsprong is gediplomeerd en dit uit te oefenen onder dezelfde voorwaarden als de uitzonderlijk vervoersbegeleiders die in het Waals Gewest zijn gediplomeerd tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties.

In de gevallen en onder de voorwaarden bedoeld in artikel 16 van dezelfde wet kan de administratie echter van de aanvrager verlangen dat hij een aanpassingsstage van ten hoogste drie jaar volbrengt of een proeve van bekwaamheid aflegt, waarvan de bijzonderheden door de Minister worden vastgesteld.

HOOFDSTUK 4. — Register en verwerking van persoonsgegevens

Art. 27. § 1. De administratie houdt een register bij van erkende begeleidingsondernemingen en begeleiders. Dit register heeft de vorm van een geautomatiseerd gegevensbestand dat de in paragraaf 2 bedoelde gegevens en informatie zodanig structureert dat zij gemakkelijk kunnen worden verwerkt en opgevraagd.

§ 2. Het register omvat de volgende gegevens:

- 1° de erkenningsaanvraag zoals bedoeld in artikel 4;
- 2° het uittreksel uit het strafregister model 1 dat maximaal drie maanden oud is of een buitenlands equivalent bedoeld in artikel 4, derde lid, 1°, artikel 7, derde lid, 1°, en in artikel 24, § 2, 2°;
- 3° een recente pasfoto van de begeleider waarop het gezicht volledig zichtbaar is, met neutrale achtergrond, met een breedte van 35 mm en een hoogte van 45 mm, zoals bedoeld in artikel 4, derde lid, 2°, artikel 7, derde lid, 2°, en in artikel 24, § 2, 4°;
- 4° een kopie van het rijbewijs B+E, C, C+E, D, of D+E, of A zoals bedoeld in artikel 4, derde lid, 3°, en artikel 24, § 2, 5°;
- 5° een kopie van het attest van slagen voor het theoretisch examen zoals bedoeld in artikel 4, derde lid, 4°;
- 6° het formulier "verloop van de stage" bedoeld in de artikelen 4, derde lid, 5°, en 13, § 4;
- 7° de beslissing tot verlening of weigering van de erkenning zoals bedoeld in artikel 5, § 2;
- 8° het nummer van de identificatiekaart van de begeleider zoals bedoeld in artikel 5, § 3;
- 9° een kopie van de identificatiekaart van de begeleider zoals bedoeld in artikel 5, § 3, en 7, lid 8;
- 10° de kennisgeving van de wijziging van de informatie zoals bedoeld in de artikelen 6 en 19;
- 11° de kennisgeving van de stopzetting van de activiteit zoals bedoeld in de artikelen 9 en 21;
- 12° de beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning als bedoeld in artikel 11;
- 13° het schriftelijk verweer bedoeld in de artikelen 11, § 2, en 23, § 2;
- 14° de aanvraag tot inschrijving voor het examen zoals bedoeld in artikel 12, tweede lid;
- 15° de erkenningsaanvraag van de begeleidingsonderneming zoals bedoeld in artikel 17;
- 16° het bewijs van de verzekering tegen wettelijke aansprakelijkheid zoals bedoeld in artikel 17, tweede lid;
- 17° de beslissing tot verlening of weigering van de erkenning van de begeleidingsonderneming zoals bedoeld in artikel 18, § 2;
- 18° het nummer van de erkenning van de begeleidingsonderneming zoals bedoeld in artikel 18, § 3;
- 19° de beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning zoals bedoeld in artikel 23;
- 20° het bewijs van de nationaliteit zoals bedoeld in artikel 24, § 2, 1°;
- 21° een afschrift van het bekwaamheidsattest, het opleidingsattest of het bewijs van beroepservaring bedoeld in artikel 24, § 2, 3°;
- 22° de naam van de begeleidingsonderneming, de naam en de voornaam van de vertegenwoordiger, de contactgegevens van de begeleidingsonderneming en het ondernemingsnummer bedoeld in artikel 28, § 1;
- 23° een kopie van het bekwaamheidsattest voor het bewaken en begeleiden van uitzonderlijke voertuigen als bedoeld in artikel 31, § 1.

§ 3. Gegevens worden verzameld en opgeslagen om :

- 1° na te gaan of de voorwaarden voor het verlenen van de erkenning als begeleidingsonderneming of voor het verlenen of vernieuwen van de erkenning als begeleider vervuld zijn;
- 2° de controle en vaststelling van overtredingen uit te voeren door de bevoegde personeelsleden, tijdens de effectieve uitoefening van de activiteit van begeleider van uitzonderlijk vervoer, overeenkomstig artikel 15 van het decreet van 4 april 2019 en de artikelen 29 en volgende van dit besluit;
- 3° te beslissen over de schorsing of intrekking van de erkenning van de begeleidingsonderneming of de begeleider;
- 4° de mededeling van gegevens tussen Gewesten te vergemakkelijken met het oog op interregionale controles, met inbegrip van de vaststelling van overtredingen;
- 5° het opstellen van algemene en anonieme statistieken door de administratie mogelijk te maken met het oog op de analyse en de evaluatie van het algemeen beleid inzake begeleiding van uitzonderlijk vervoer.

§ 4. De Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur is de verantwoordelijke voor de verwerking als bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 5. De gegevens in het register zijn toegankelijk voor de personeelsleden bedoeld in de artikelen 14, 17 en 27 van het decreet van 4 april 2019, voor de statutaire personeelsleden of de contractuele personeelsleden van de administratie die belast zijn met het beheer en het bijhouden van het register, door middel van een geauthentiseerde en getraceerde verbinding.

§ 6. De statutaire of contractuele personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor het beheer en het bijhouden van het register worden aangesteld door de verantwoordelijke voor de verwerking.

§ 7. De raadpleging van gegevens wordt geregeld door de persoonlijke toegangsrechten die aan elke gebruiker van het register worden verleend naar gelang van zijn rol bij de gegevensverwerking

§ 8. De gegevens worden gewist zodra zij niet langer nuttig zijn voor de in artikel 4, artikel 7, lid 3, artikel 12, lid 2, artikel 17, lid 1, artikel 24, § 2, en artikel 31, § 1, genoemde handelingen, en uiterlijk zes maanden na de datum van voltooiing van de procedure voor toekenning, verlenging, schorsing of intrekking van de erkenning van een begeleider of een begeleidingsonderneming, tenzij vóór het verstrijken van deze termijn beroep is ingesteld bij een administratieve of rechterlijke instantie, in welk geval de gegevens worden bewaard totdat een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Art. 28. § 1. Het register omvat ook een lijst van de erkende begeleidingsondernemingen. Deze lijst kan worden geraadpleegd door personen die een beroep wensen te doen op een begeleidingsonderneming waarvan de financiële draagkracht en de technische bekwaamheid door de Waalse administratieve overheden zijn onderzocht en erkend.

De lijst van de begeleidingsondernemingen omvat de volgende gegevens:

- de naam van de onderneming;
- de volledige naam van de vertegenwoordiger van de onderneming;
- de contactgegevens van de onderneming;
- het ondernemingsnummer.

§ 2. Begeleidingsondernemingen worden van de in lid 1 bedoelde lijst uitgesloten in geval van schorsing of intrekking van de erkenning om de in de artikelen 19, 21 en 23 bedoelde redenen.

HOOFDSTUK 5. — *Verminderde administratieve boete, uitvoerbare verminderde administratieve boete en beroep*

Afdeling 1. — Bevoegde personeelsleden

Art. 29. Onverminderd de prerogatieven die hun bij artikel 15 van het decreet van 4 april 2019 zijn toevertrouwd in het kader van de uitoefening van hun opdracht, kunnen de bevoegde personeelsleden met het oog op controles, onderzoek, opsporing van strafbare feiten en de identificatie van de betrokkenen: 1° de overlegging bevelen van de identificatiekaart type 1 of type 2 bedoeld in artikel 5, § 3 ;

2° de begeleider verbieden zijn activiteit als begeleider van uitzonderlijk vervoer uit te oefenen. Teneinde de toepassing van dit verbod te verzekeren, mogen de bevoegde personeelsleden de documenten bedoeld in 1° in aanmerking nemen.

Deze maatregel is van toepassing totdat de overtreding ophoudt te bestaan.

Afdeling 2. — De administratieve boeten

Art. 30. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit en de bedragen van de administratieve boeten die voor deze overtredingen gelden, zijn vermeld in bijlage 2

HOOFDSTUK 6. — *Overgangsbepalingen*

Art. 31. § 1. In afwijking van artikel 4 kan de begeleider van uitzonderlijk vervoer die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, houder is van een bekwaamheidsattest bewakingsagent – begeleiding van uitzonderlijk vervoer afgeleverd overeenkomstig artikel 21 bis van het koninklijk besluit van 21 december 2006 betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring, de vereisten inzake psychotechnisch onderzoek voor het uitoefenen van een leidinggevende of uitvoerende functie in een bewakingsonderneming of interne bewakingsdienst en betreffende de erkenning van de opleidingen, bedoeld attest voor een identificatiekaart type 2 omruilen, op voorwaarde dat hij voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 3, 2° tot 4°, en dat de aanvraag aan de administratie wordt gezonden vóór 1^{er} oktober 2023.

§ 2. De aanvraag bedoeld in paragraaf 1, alsmede de stukken bedoeld in artikel 4, derde lid, 1° tot en met 3°, die het vergezellen, worden langs elektronische weg aan de administratie toegezonden.

§ 3. Wanneer de aanvraag en de in lid 1 bedoelde documenten aan de administratie worden toegezonden, is de in artikel 5 bedoelde procedure van toepassing.

§ 4. De Minister bepaalt het model en de inhoud van de aanvraag voor de omruiling van het bekwaamheidsattest bewakingsagent – begeleiding van uitzonderlijk vervoer.

Art. 32. § 1. De onderneming die voor de inwerkingtreding van dit besluit beschikt over een vergunning voor het uitoefenen van een activiteit van begeleiding van uitzonderlijk vervoer overeenkomstig artikel 2, § 1, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, kan in ruil een erkenning als begeleidingsonderneming bekomen overeenkomstig artikel 18, voor zover zij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in 16, § 2, en voor zover de aanvraag tot erkenning bij de administratie wordt ingediend vóór 1 oktober 2023.

§ 2. De aanvraag bedoeld in paragraaf 1, alsmede het document bedoeld in artikel 17, tweede lid, dat het vergezellen, worden langs elektronische weg aan de administratie toegezonden.

§ 3. Wanneer de aanvraag en de in lid 1 bedoelde documenten aan de administratie worden toegezonden, is de in artikel 18 bedoelde procedure van toepassing.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 33. De volgende artikelen treden in werking op 1 januari 2023:

1° artikel 44, § 1, 9°, van het decreet van 4 april 2019;

2° dit besluit met uitzondering van de hoofdstukken 4 en 5 die uiterlijk op 1 januari 2025 in werking treden.

Art. 34. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

Bijlage 1

Theoretisch vaardigheidsexamen

Het theoretisch vaardigheidsexamen heeft betrekking op de volgende vakken:

- 1° het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
- 2° de regeling betreffende het vervoer van goederen over de weg;
- 3° de regeling betreffende het uitzonderlijk vervoer;
- 4° toegepaste kennis van de verkeersregels;
- 5° de middelen en methoden betreffende de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen.

Wijze van beoordeling

Minimaal vereist om te slagen voor het theoretisch examen: 60 % van de punten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2022 betreffende de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen.

Namen, 8 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 2

OVERTREDINGEN		REGELING	TE ONTVANGEN BEDRAG	RISICOCA- TEGORIE
A) Overtredingen betreffende de begeleider				
1a.	De begeleider begeleidt een uitzonderlijk vervoer zonder in het bezit te zijn van een identificatiekaart	BWR art. 5, §3, lid 1	3000 EUR	I
2a.	De begeleider begeleidt een uitzonderlijk vervoer waarvoor meer dan één begeleidingsvoertuig nodig is met een identificatiekaart type 1.	BWR art. 5, §3, lid 2	3000 EUR	I
3a.	De begeleider heeft een identificatiekaart, maar die is niet meer geldig :	BWR art. 7, lid 1, 9 en 11.	3000 EUR	I
	1. omdat ze is opgeschort;			
	2. omdat ze is ingetrokken;			
	3. omdat ze is verlopen;			
	4. voor stopzetting van de activiteit			
4a.	De begeleider heeft een identificatiekaart type 1 of type 2, maar draagt die niet bij zich tijdens de controle.	BWR art. 30, §3, 1°.	70 EUR	III
5a.	De begeleider toont een identificatiekaart van type 1 of type 2 die vals is, vervalst of vernietigd is, of de daarop vermelde gegevens zijn vervalst of vernietigd.	BWR art. 29.	4000 EUR	I
6a.	De begeleider van een uitzonderlijk vervoer weigert de controle.	BWR art. 29.	3000 EUR	I
B) Overtredingen betreffende de begeleidingsonderneming				
1b.	De onderneming oefent de activiteit uit van een begeleidingsonderneming voor uitzonderlijk vervoer zonder houder te zijn van een erkenning	BWR art. 16, § 1.	4000 EUR	I
2b.	De onderneming heeft een erkenning, maar die is niet meer geldig:	BWR art. 21 en 23	4000 EUR	I
	1. omdat ze is opgeschort;			
	2. omdat ze is ingetrokken;			
	3. Voor stopzetting van de activiteit			

OVERTREDINGEN		REGELING	TE ONTVANGEN BEDRAG	RISICOCA-TEGORIE
3b.	De begeleidingsonderneming biedt haar klanten begeleiders aan die niet voldoen aan de voorwaarden voor toegang tot het beroep of die niet in het bezit zijn van de vereiste identiteitskaart.	BWR art. 16, § 4.	5000 EUR	I

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2022 betreffende de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen.

Namen, 8 september 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33591]

5 MAI 2022. — Décret modifiant diverses dispositions en matière d'énergie dans le cadre de la transposition partielle des directives 2019/944/UE du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et 2018/2001/UE du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et en vue d'adapter les principes relatifs à la méthodologie tarifaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement les directives 2019/944/UE du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et 2018/2001/UE du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Art. 2. Dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié en dernier lieu par le décret 27 mai 2021, les termes « compteur intelligent » et « compteurs intelligents » sont à chaque fois remplacés respectivement par les termes « compteur communicant » et « compteurs communicants ».

Art. 3. A l'article 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

2° l'article est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Il transpose partiellement la directive 2019/944/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE. ».

Art. 4. A l'article 2 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} octobre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 2^oter à 2^oquinquies sont remplacés par ce qui suit :

« 2^oter « autoconsommation » : activité exercée par un client actif sur le lieu d'implantation de l'installation de production, sans que l'électricité ne soit injectée sur le réseau, consistant à consommer, le cas échéant après stockage, pour ses propres besoins l'électricité qu'il a produite ;

2^oquater « partage d'énergie » : activité exercée par un groupe de clients actifs agissant collectivement au sens de l'article 35^{ter}nonies ou par les participants à une communauté d'énergie selon les conditions spécifiées à l'article 35^{ter}decies, consistant à se répartir entre eux, tout ou partie de l'énergie produite, et le cas échéant stockée, au sein d'un même bâtiment ou par la communauté d'énergie, injectée sur le réseau et consommée au cours de la même période de règlement des déséquilibres ;

2^oquinquies « communauté d'énergies renouvelables » : une personne morale :

a) qui repose sur une participation ouverte et volontaire et qui est autonome ;

b) dont les actionnaires ou les membres sont :

- des personnes physiques ;

- des autorités locales telles que définies par le Gouvernement, y compris les communes ;

- des petites ou moyennes entreprises dont l'activité commerciale ou professionnelle principale n'est pas la participation dans une ou plusieurs communautés d'énergie ;

c) qui est effectivement contrôlée par les participants se trouvant à proximité des installations de production dont elle est propriétaire ou sur lesquelles elle détient un droit de jouissance ;

d) dont le principal objectif est de fournir des avantages environnementaux, économiques ou sociaux à ses participants ou en faveur des territoires locaux où elle exerce ses activités plutôt que de générer des profits financiers ; le Gouvernement peut préciser les notions d'avantages environnementaux, économiques ou sociaux et de profits financiers ; » ;

2° sont insérés les 2^osexies à 2^ononies rédigés comme suit :

« 2^osexies « communauté d'énergie citoyenne » : une personne morale :

a) qui repose sur une participation ouverte et volontaire et qui est autonome ;